



مركز الكفاءات للتغير المناخي
CC3
Centre de Compétences Changement Climatique



Les Nouvelles du Climat

Décembre 2021

Table des matières

Nouvelles du Centre 4C Maroc	3
Le 4C Maroc organise un atelier sur la neutralité carbone au profit du secteur privé marocain	3
Les nouvelles du climat au niveau international	5
Comment mener à bien le débat sur les solutions fondées sur la nature	5
Rapport 2021 de l'IEA sur les énergies renouvelables	7
Rapport 2021 de l'IEA sur le Charbon	10
L'OMM confirme un nouveau record de chaleur de 38°C dans l'Arctique	12
Pourquoi il est temps d'adopter une mesure de croissance plus durable	12
Selon la FAO, les ressources en terres et en eau sont à un niveau de stress critique	13
Résultats de la COP 26 : quelle action intégrée en faveur du climat et de la biodiversité ?.....	14
Journée internationale de la montagne : l'ambition de garder des sommets propres	16
Les plastiques dans les sols menacent la sécurité alimentaire, la santé et l'environnement.....	17
Gouvernance mondiale pour une relance durable	18
Les nouvelles du climat au niveau national	20
Eau potable : le Maroc reçoit un prêt de 18 millions d'euros de la BAD	20
Le Maroc disposé à assurer la présidence du RIOB jusqu'en 2024	20
Le Maroc réaffirme son engagement en faveur du développement urbain durable	21
Omar Hilale met en avant l'engagement de la jeunesse en faveur de l'action climatique	22
Élection du Maroc vice-président de la CIID en charge de l'Afrique.....	23
Energies renouvelables : le Maroc a-t-il pu réussir le pari ?	24
Hydrogène vert : l'IRESEN, l'OCP et l'UM6P joignent leurs forces pour renforcer l'innovation et la R&D.....	25
La décarbonation devient une priorité pour les bailleurs de fonds étrangers.....	25
Économie de l'arganier : l'État veut moderniser les plantations forestières.....	26
Entrepreneuriat agricole et rural : un écosystème se met en place	28
Bon démarrage de la campagne agricole en espérant une pluviométrie au rendez-vous	30
La distinction reçue par Sidi Kaouki va booster l'écotourisme au Maroc	31
Plus de 600 MDH pour une nouvelle station d'épuration des eaux usées à Safi.....	32
AFD : un crédit de 33 millions d'euros pour le busway d'Agadir	32
Le label RSE de la CGEM décerné à 28 entreprises	33
Les masques, nouvelle source de pollution plastique sur les plages au Maroc.....	33
99 ^{ème} Assemblée Générale de l'UIC : l'appel de Rabat, une initiative louable pour un transport bas carbone.....	34

Nouvelles du Centre 4C Maroc

Le 4C Maroc organise un atelier sur la neutralité carbone au profit du secteur privé marocain

Dans le cadre des activités du "Collège Secteur Privé" du Centre 4C Maroc, la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) et le Centre de Compétences Changement Climatique (4C Maroc) ont organisé, avec l'appui du projet Renforcement Opérationnel du 4C du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), un atelier de réflexion sur le thème de la « Neutralité Carbone : quels défis et opportunités pour le secteur privé marocain » le jeudi 9 décembre 2021 à 15h par visioconférence.

Plusieurs des plus larges économies du monde, notamment les États-Unis, l'Union Européenne, le Royaume-Uni, l'Inde, le Japon, etc., se sont désormais engagées à atteindre des objectifs de neutralité carbone vers le milieu du siècle. Le Pacte de Glasgow pour le Climat, adopté à la COP26, demande également à tous les pays qui ne l'ont pas encore fait de soumettre des stratégies à long terme à l'horizon 2050, en vue d'appuyer une transition équitable vers des émissions nettes nulles vers le milieu du siècle. La question des ajustements carbone aux frontières, similaires au Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (CBAM) instauré par le Green Deal Européen, est revenue sur le devant de la scène lors de la COP26; Les pays en développement ayant proposé que ces ajustements soient également abordés dans les négociations climatiques.

En outre, le Nouveau Modèle de Développement souligne que le choix d'une énergie propre représente une option incontournable d'alignement sur les exigences nationales et internationales de durabilité, un levier de compétitivité industrielle, et une opportunité de consolider le positionnement international du Maroc, à travers le rôle fondamental qu'il peut jouer pour l'approvisionnement de pays voisins en énergie propre.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre des missions de veille et d'aide à la prise de décision du Centre 4C Maroc, et avait pour objectif de mettre en lumière les retombées négatives et positives du CBAM pour le secteur privé marocain afin de lui permettre de se préparer au mieux et anticiper son entrée en vigueur, ainsi que la mise en application de l'article 6 de l'Accord de Paris, dont les grandes lignes ont été finalisées. Il a connu la participation de plus d'une centaine de personnes, en majorité du secteur privé (membres du collège secteur privé du 4C Maroc et de la Commission Économie verte de la CGEM), mais aussi des institutions de financement et des représentants d'organisations internationales, de l'administration publique et de la société civile.

Les débats ont concerné les stratégies publiques à mettre en place pour renforcer les capacités du secteur privé marocain à répondre aux exigences internationales en matière de transition climatique ainsi que les contraintes et opportunités de cette transition pour les différents secteurs industriels marocains (notamment le secteur des phosphates, l'industrie cimentière, l'industrie sidérurgique, et l'industrie énergétique).

Les échanges ont montré que le secteur industriel marocain est clairement engagé et n'a pas attendu le CBAM pour amorcer sa transition vers une industrie sobre en carbone. Le Groupe OCP, par exemple, vise à atteindre la positivité climatique et a mis en œuvre toute une panoplie d'actions pour mener à bien cette transition. La sidérurgie marocaine, quant à elle, est en avance de par son utilisation d'aciéries par opposition aux hauts fourneaux ailleurs dans le monde et les sidérurgistes visent à maintenir leur avance en visant le tout décarboné pour la production de nouveaux débouchés de pointe. Le secteur cimentier, fortement énergivore, a mis en place de nombreuses actions en lien notamment avec l'amélioration de son efficacité énergétique, le recours à l'énergie renouvelable, la valorisation des combustibles de substitution, et grâce auxquelles il est aujourd'hui cité comme exemple au niveau international.

Le secteur privé marocain est clairement convaincu de l'importance de sa transition vers une économie sobre en carbone, et est conscient des avantages et opportunités que cette transition peut lui apporter, notamment en termes de réduction de sa facture énergétique. Le rôle de la rentabilité carbone et économique à court terme de l'efficacité énergétique et celui de l'économie circulaire dans la décarbonation de notre pays a également été souligné.

Des défis associés à l'entrée en vigueur du CBAM existent et les représentants du secteur privé ont été très clairs par rapport à certains de ces défis, notamment : l'impact sur les prix des produits exportés, le calcul de l'empreinte carbone à travers la chaîne de valeur du produit, le taux de substitution thermique du secteur cimentier, etc. Des soucis d'équité entre acteurs européens et acteurs en dehors de l'Europe ont également été exprimés.

L'atelier a ainsi démontré que nous évoluons aujourd'hui dans un monde en perpétuelle mutation et que notre économie et nos politiques se doivent de devenir plus souples et plus résilientes face à ces changements, aussi bien celles liées aux impacts néfastes des changements climatiques, que les évolutions réglementaires au niveau national et international qui découlent de la transition vers la neutralité carbone et la mise en œuvre des dispositions de l'Accord de Paris.

Les nouvelles du climat au niveau international

Comment mener à bien le débat sur les solutions fondées sur la nature

Lors de la conférence de Glasgow sur le changement climatique en novembre, la présidence britannique a souligné le rôle que la nature pourrait jouer pour aider à résoudre la crise climatique en en faisant l'un des points d'action et des thèmes clés de la conférence. Une myriade d'événements parallèles et d'annonces organisés lors de la toute première « Journée de la nature » a renforcé l'importance des solutions basées sur la nature, également connues sous le nom de NbS (Nature-based Solutions), au sein du site des Nations Unies sur le changement climatique. Les partisans voient cette nouvelle vague de reconnaissance comme une étape prometteuse pour rapprocher les programmes sur le climat et la biodiversité tout en ouvrant la voie à la deuxième partie de la Conférence des Parties (COP 15) de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB) en 2022. Mais dans ce contexte de popularité croissante, des critiques ont été émises selon lesquelles NbS pourrait fournir une « fausse solution » susceptible de faire l'objet d'un greenwashing et pouvant porter atteinte aux droits des communautés locales. À la fin des pourparlers de Glasgow, toutes les références à NbS ont été supprimées du Pacte climatique final de Glasgow en raison de la forte objection de certains partis et groupes d'observateurs. Les mêmes objections ont été soulevées lors de la préparation de la Déclaration de Kunming, publiée en octobre 2021 lors de la première partie de la COP 15 de la CDB : NbS a été opposé en tant que « concept litigieux ». Il reste à voir si NbS sera inclus dans le texte final du Cadre mondial de la biodiversité post-2020, attendu en mai 2022.

La COP 26 a prouvé que le NbS reste un concept polarisant. Les risques perçus peuvent être résumés en trois points principaux :

NbS est perçu comme un idéal centré sur l'humain qui ignore la valeur fondamentale de la nature :

En raison de la relative nouveauté du concept et de sa portée, beaucoup ont soutenu que la logique sous-jacente de NbS pour protéger, conserver et restaurer la nature comme moyen de protéger les intérêts humains ignore que la nature a une valeur en soi, indépendamment des utilisations humaines. . Par exemple, la Bolivie a fait valoir lors des récentes négociations de la COP 26 que le libellé proposé sur le NbS pour le Pacte climatique final de Glasgow « suppose que la nature est uniquement au service des besoins des gens, mais que la nature a une valeur intrinsèque. C'est sacré. Cela doit se refléter.

Une implication insuffisante de toutes les parties prenantes concernées pourrait contribuer à une exploitation continue dans les pays en développement :

Les peuples autochtones et la société civile soutiennent que le NbS peut être utilisé comme un outil promotionnel, permettant la privatisation de la nature et sa marchandisation par le biais de mécanismes basés sur le marché. Cela a conduit à craindre que les effets négatifs possibles que le NbS puisse avoir sur un groupe ne soient ignorés, compte tenu de ses avantages pour les autres parties prenantes. De même, certains se méfient des normes clés de protection sociétale comme une consultation et un engagement appropriés ; consentement libre et préalable donné en connaissance de cause ; et l'implication des communautés locales dans la prise de décision sera réduite à des formalités et à des cases à cocher, plutôt que d'être mise en œuvre de manière significative.

Il est possible que le NbS soit utilisé à mauvais escient comme compensation :

Les projets NbS ont été utilisés pour aider à atteindre un large éventail d'objectifs politiques, tels que le contrôle des inondations et la gestion de l'eau douce ou la restauration et l'utilisation durable des terres agricoles. Cependant, l'attention récente portée au NbS (principalement la plantation d'arbres) au sein de la communauté climatique en tant que solution d'atténuation du climat, soutenue par des études optimistes sur les estimations concernant la séquestration du carbone, a conduit à de nombreuses critiques selon lesquelles les avantages du NbS sont survendus.

Plus précisément, les critiques avertissent que NbS pourrait être traité comme une option de compensation carbone qui permettrait au secteur privé de revendiquer la neutralité nette ou la neutralité carbone, tout en permettant à ces entreprises d'éviter les réductions d'émissions indispensables. Cela pourrait également amener les entreprises à négliger leurs efforts pour investir dans le développement de technologies meilleures et plus respectueuses du climat.

Travailler ensemble pour le climat, la biodiversité et les personnes

Ces inquiétudes sont bien justifiées. Cependant, nous devons reconnaître que lorsqu'il est mis en œuvre correctement, le NbS peut être très efficace pour renforcer la résilience à long terme de la nature et des personnes. C'est un atout précieux dans notre boîte à outils pour lier biodiversité et climat et faire face à ces crises jumelles. Mais comment y parvenir ? Nous avons examiné plusieurs principes, lignes directrices et normes élaborés par des institutions et des organisations de recherche. Parmi ceux-ci figuraient la norme mondiale de l'Union internationale pour la conservation de la nature sur le NbS, les directives de la Banque mondiale sur le NbS, les quatre lignes directrices de l'Oxford Nature-Based Solutions Initiative pour le NbS, les conditions favorables du Fonds mondial pour la nature pour le NbS et la récente publication NbS Youth Position.

Sur la base de cette revue, nous résumons ci-dessous **trois principes clés** qui sont cruciaux pour guider la mise en œuvre du NbS :

Principe 1 – La nature pour la nature

La marchandisation de la nature (et la vision centrée sur l'humain de notre relation avec elle) a conduit à notre état actuel de dégradation de l'environnement. Les décideurs politiques et les praticiens du NbS doivent reconnaître la valeur intrinsèque des écosystèmes sains et de la biodiversité dynamique, et pas seulement leurs contributions aux objectifs humains et sociétaux.

Bien que cela puisse sembler abstrait pour les praticiens, l'essentiel pour une bonne conception NbS repose sur une compréhension de la raison pour laquelle nous le faisons en premier lieu : les multiples avantages, non seulement pour la protection des vies humaines et des moyens de subsistance, mais aussi pour la préservation d'écosystèmes sains pour toutes les espèces. L'accent mis par la Revue Dasgupta de 2021 sur la valorisation du capital nature à part entière devrait guider toutes les pratiques NbS, évitant ainsi la monétisation étroite des écosystèmes, et interdisant les projets NbS qui minent le capital écologique (comme la plantation d'une seule espèce d'arbres dans une forêt de restauration projet).

Principe 2 – Mise en œuvre fondée sur les droits, inclusive et participative

Des garanties sociales strictes et solides sont essentielles pour mener à bien des projets SNB justes, équitables et inclusifs. Cela implique le respect des droits de l'homme et des droits des peuples autochtones, ainsi que des communautés locales, dès les premiers stades de la NbS. Cela signifie également créer des partenariats et une appropriation entre divers acteurs pour concevoir des SNB qui reflètent les besoins, les priorités, les valeurs et les connaissances des bénéficiaires locaux. Les décideurs et les praticiens doivent adhérer au consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones, des communautés locales et des groupes vulnérables lors de la conception du SNB, ce qui, à son tour, créerait un environnement propice pour travailler ensemble et générer des avantages locaux.

Principe 3 – Les NbS ne sont qu'une partie de la réponse

Compter uniquement sur le NbS ne nous aidera pas à résoudre complètement les crises du climat et de la biodiversité. Pour que les SNB soient efficaces et durables, ils doivent s'accompagner de réductions rapides des émissions de secteurs tels que l'énergie, l'industrie, les transports et l'utilisation des sols. Ces réductions d'émissions doivent également être mises en œuvre parallèlement à d'autres politiques de protection de nos écosystèmes. La consommation et la production durables de ressources naturelles, une transition rapide et juste vers des énergies renouvelables et propres et des mesures d'adaptation proactives sont essentielles pour une transformation mondiale dans laquelle les SNB sont un élément

constitutif pour renforcer la résilience des communautés locales et protéger les vies et les moyens de subsistance. Reconnaître les limites du NbS et la nécessité d'une décarbonation rapide empêche également son « abus » et garantit la responsabilité.

Il est essentiel de comprendre que le concept de NbS va bien au-delà d'un seul objectif (par exemple, l'atténuation ou un seul écosystème). Il attire plutôt l'attention sur les approches établies et nouvelles (adaptation basée sur les écosystèmes, gestion des ressources en eau, infrastructures vertes et bleues) et les regroupe sous un même toit. Idéalement, cela générera un nouvel élan et une visibilité accrue parmi un large éventail d'acteurs politiques des contributions potentielles de la nature à l'adaptation, à la réduction des risques de catastrophe, à la conservation de la biodiversité, et bien plus encore. En même temps, NbS n'est pas un concept parfait. Fondamentalement, les critiques du concept NbS découlent d'un manque de normes et de principes mondialement reconnus guidant sa mise en œuvre. Ce vide ouvre NbS à des interprétations nuisibles et à des applications malavisées. Cela signifie que la crédibilité est la clé. Un aspect crucial de notre travail sur NbS est de reconnaître ces critiques et de plaider conjointement avec les organisations ci-dessus pour des principes clairs et cohérents, des garanties, une intégrité écologique et des normes sociales pour la mise en œuvre. Ce faisant, nous espérons contribuer à rendre possible la fourniture de SNB efficaces et durables qui produisent des avantages équitables pour les personnes et la nature.

[Pour plus d'informations](#)

Rapport 2021 de l'IEA sur les énergies renouvelables

Les ajouts de capacité d'énergie renouvelable sont en passe d'établir un nouveau record annuel en 2021, grâce à l'énergie solaire photovoltaïque. Près de 290 gigawatts (GW) de nouvelle énergie renouvelable seront mis en service cette année, soit 3 % de plus que la croissance déjà exceptionnelle de 2020. Le solaire photovoltaïque représente à lui seul plus de la moitié de toute l'expansion de l'énergie renouvelable en 2021, suivi de l'éolien et de l'hydroélectricité.

La croissance de la capacité renouvelable devrait s'accélérer au cours des cinq prochaines années, représentant près de 95 % de l'augmentation de la capacité électrique mondiale jusqu'en 2026. Nous avons révisé à la hausse nos prévisions d'un an plus tôt, alors qu'un soutien politique plus fort et des objectifs climatiques ambitieux ont été annoncés. Pour la COP26 l'emportent sur les prix records actuels des matières premières qui ont augmenté les coûts de construction de nouvelles installations éoliennes et solaires photovoltaïques. À l'échelle mondiale, la capacité d'électricité renouvelable devrait augmenter de plus de 60 % entre 2020 et 2026, pour atteindre plus de 4 800 GW. Cela équivaut à la capacité électrique mondiale actuelle des combustibles fossiles et du nucléaire combinés. Dans l'ensemble, la Chine reste le leader au cours des cinq prochaines années, représentant 43 % de la croissance mondiale des capacités renouvelables, suivie par l'Europe, les États-Unis et l'Inde. Ces quatre marchés représentent à eux seuls 80 % de l'expansion des capacités renouvelables dans le monde. La Chine et l'Union européenne sont sur le point de dépasser leurs objectifs actuels, ouvrant la voie à une trajectoire de croissance plus ambitieuse. L'engagement de la Chine à atteindre la neutralité carbone avant 2060 a conduit à de nouveaux objectifs à plus court terme, tels que 1 200 GW de capacité éolienne et solaire photovoltaïque totale d'ici 2030. Nous prévoyons que la Chine atteindra cet objectif quatre ans plus tôt grâce à la disponibilité de contrats à long terme, à une meilleure intégration au réseau et à la compétitivité des coûts de l'éolien et du solaire photovoltaïque onshore par rapport à la production de charbon dans de nombreuses provinces. La trajectoire de croissance des capacités renouvelables au cours de la période 2021-26 indique que la croissance de l'énergie renouvelable dans l'Union européenne dans son ensemble devrait dépasser ce que les plans nationaux pour l'énergie et le climat (NECP) envisagent pour 2030. Cette tendance soutient l'ambition d'atteindre les objectifs les plus forts étant finalisés dans le cadre du programme « Fit for 55 ». Le déploiement rapide est entraîné par les pays membres mettant en œuvre des volumes d'enchères plus importants, les entreprises contractant pour plus d'électricité renouvelable et les consommateurs continuant à installer de grandes quantités de panneaux solaires. L'amélioration de la compétitivité, des objectifs ambitieux et un soutien politique

placent l'énergie renouvelable sur la voie de nouveaux sommets en Inde et aux États-Unis. Par rapport à la capacité existante, l'énergie renouvelable se développe plus rapidement en Inde que tout autre marché clé dans le monde, avec de nouvelles installations qui devraient doubler au cours de notre période de prévision par rapport à 2015-20. L'énergie solaire photovoltaïque devrait ouvrir la voie, grâce à des enchères concurrentielles visant à atteindre l'objectif ambitieux du gouvernement de 500 GW d'énergie renouvelable d'ici 2030. Au cours de la période 2021-26, l'expansion de la capacité renouvelable aux États-Unis est de 65 % supérieure à celle des cinq années précédentes. C'est le résultat combiné de l'attractivité économique de l'éolien et du solaire photovoltaïque, d'une ambition accrue au niveau fédéral, de l'extension des crédits d'impôt fédéraux en décembre 2020, d'un marché croissant pour les accords d'achat d'électricité par les entreprises et d'un soutien croissant à l'éolien offshore.

Même avec la flambée des prix des matières premières augmentant les coûts de fabrication du solaire photovoltaïque, ses ajouts de capacité devraient augmenter de 17 % en 2021. Cela établira un nouveau record annuel de près de 160 GW. Le solaire photovoltaïque représente à lui seul 60 % de tous les ajouts de capacité renouvelable, avec près de 1 100 GW devenant opérationnels au cours de la période de prévision dans notre cas principal, soit le double du taux des cinq années précédentes. Dans une grande majorité de pays dans le monde, l'énergie solaire photovoltaïque à grande échelle est l'option la moins coûteuse pour ajouter de nouvelles capacités électriques, en particulier dans un contexte de hausse des prix du gaz naturel et du charbon. Les projets solaires à grande échelle continuent de fournir plus de 60 % de tous les ajouts solaires photovoltaïques dans le monde. Pendant ce temps, des initiatives politiques en Chine, dans l'Union européenne et en Inde stimulent le déploiement de projets photovoltaïques commerciaux et résidentiels. Les ajouts d'éolien terrestre jusqu'en 2026 devraient être près de 25 % plus élevés en moyenne qu'au cours de la période 2015-2020. Les ajouts mondiaux d'éolien terrestre ont doublé en 2020, atteignant un niveau exceptionnel de près de 110 GW. Cela s'explique par une accélération en Chine alors que les développeurs se sont précipités pour terminer les projets avant l'expiration des subventions. Bien que les ajouts annuels dans les années à venir ne devraient pas égaler le record de 2020, nous prévoyons qu'ils atteindront en moyenne 75 GW par an sur la période 2021-2026. La capacité éolienne offshore totale devrait plus que tripler d'ici 2026. D'ici là, les ajouts d'éolien offshore devraient représenter un cinquième du marché éolien mondial, une étape importante. Les ajouts de capacité mondiale d'éolien offshore devraient atteindre 21 GW d'ici 2026, grâce à une expansion rapide sur de nouveaux marchés au-delà de l'Europe et la Chine. Cela comprend des projets à grande échelle qui devraient être mis en service aux États-Unis, au Taipei chinois, en Corée, au Viet Nam et au Japon. L'expansion des énergies renouvelables distribuables est essentielle pour soutenir l'intégration de davantage d'énergie éolienne et solaire, mais leur croissance devrait ralentir légèrement. L'expansion de l'hydroélectricité, de la bioénergie, de la géothermie et de l'énergie solaire concentrée ne représente que 11% de l'expansion des capacités renouvelables dans le monde au cours de notre période de prévision. Les coûts relativement plus élevés, le manque de soutien politique et la rémunération limitée des énergies renouvelables flexibles et distribuables découragent leur expansion. Après une baisse historique l'année dernière dans un contexte de perturbation des transports mondiaux, la demande totale de biocarburants est en passe de dépasser les niveaux de 2019 en 2021. Dans notre cas principal, la demande mondiale annuelle de biocarburants devrait augmenter de 28 % d'ici 2026, pour atteindre 186 milliards de litres. Les États-Unis sont en tête des augmentations de volume, mais une grande partie de cette croissance est un rebond par rapport à la baisse causée par la pandémie. L'Asie représente près de 30 % de la nouvelle production au cours de la période de prévision, dépassant la production européenne de biocarburants d'ici 2026. Cela est dû à des politiques nationales solides, à une demande croissante de carburant liquide et à une production axée sur les exportations. Les récentes politiques indiennes en matière d'éthanol et les objectifs de mélange pour le biodiesel en Indonésie et en Malaisie sont à l'origine de la majeure partie de la croissance en Asie. L'Inde devrait devenir le troisième marché mondial pour la demande d'éthanol d'ici 2026. Depuis le début de 2020, la chaleur produite à partir de sources renouvelables a bénéficié directement ou indirectement de plusieurs évolutions politiques, principalement en Europe. Dans le cadre des politiques actuelles, la consommation de chaleur renouvelable, hors utilisations traditionnelles de la biomasse, devrait augmenter d'un quart

au cours de la période 2021-26. Sa part dans la consommation mondiale de chaleur ne devrait passer que de 11 % en 2020 à 13 % en 2026. Les combustibles fossiles devraient continuer à répondre à une grande partie de la demande mondiale croissante de chaleur, entraînant une augmentation de 5 % des émissions de CO2 liées à la chaleur sur notre période de prévision.

Le manque de politiques et d'incitations financières pour la chaleur renouvelable empêche une croissance plus rapide. Globalement, plus d'un tiers de la consommation de chaleur n'est couvert par aucune incitation financière pour les énergies renouvelables, et plus de la moitié ne fait l'objet d'aucune mesure réglementaire liée aux énergies renouvelables. La nature fragmentée des marchés de la chaleur et les caractéristiques locales de la demande de chaleur expliquent en partie la couverture politique nationale limitée. Cela rend nécessaire une plus grande collaboration avec les acteurs infranationaux.

La hausse des prix des produits de base, de l'énergie et du transport a augmenté le coût de production et de transport des modules solaires photovoltaïques, des éoliennes et des biocarburants dans le monde entier. Depuis le début de 2020, les prix du poly-silicium de qualité PV ont plus que quadruplé, l'acier a augmenté de 50 %, l'aluminium de 80 %, le cuivre de 60 % et les frais de transport ont été multipliés par six. Par rapport aux prix des matières premières en 2019, nous estimons que les coûts d'investissement pour le solaire photovoltaïque à grande échelle et l'éolien terrestre sont 25 % plus élevés. En outre, des mesures commerciales restrictives ont entraîné des augmentations de prix supplémentaires pour les modules solaires photovoltaïques et les éoliennes sur des marchés clés tels que les États-Unis, l'Inde et l'Union européenne. Environ 100 GW de capacité contractée risquent d'être retardés par des chocs sur les prix des matières premières. Les fabricants d'équipements, les installateurs et les développeurs absorbent les augmentations de coûts de différentes manières, certains secteurs étant plus durement touchés que d'autres. Les petites entreprises sont plus exposées en raison de leurs finances plus limitées. Les prix plus élevés des centrales solaires photovoltaïques et éoliennes posent un défi particulier aux développeurs qui ont remporté des enchères concurrentielles en anticipant des réductions continues des prix des équipements. Si les prix des matières premières restent élevés jusqu'en 2022, trois ans de réduction des coûts pour le solaire et cinq ans pour l'éolien seraient effacés. L'augmentation des coûts nécessiterait plus de 100 milliards de dollars d'investissements supplémentaires pour installer la même capacité. Cela équivaut à augmenter d'environ un tiers l'investissement mondial annuel actuel dans la capacité d'énergie renouvelable. Mais la hausse des prix du gaz naturel et du charbon a amélioré la compétitivité de l'éolien et du solaire photovoltaïque. Pour les entreprises, les contrats d'énergie renouvelable à prix fixe servent de couverture contre les prix au comptant plus élevés de l'énergie fossile. Pour les gouvernements, la hausse des prix de l'électricité n'a pas entraîné de subventions plus élevées pour l'éolien et le solaire photovoltaïque, car environ 90 % de tous les projets éoliens et photovoltaïques ont des accords d'achat à prix fixe à long terme. La hausse des prix ralentit la croissance des biocarburants de plus de 3 points de pourcentage en 2021, les politiques ayant changé sur les marchés clés. Par rapport aux prix moyens de 2019 avant la crise de Covid-19, les prix des biocarburants avaient augmenté entre 70 % et 150 % aux États-Unis, en Europe, au Brésil et en Indonésie en octobre 2021, selon le marché et le carburant. En réponse, les gouvernements ont abaissé les mandats de mélange en Argentine, en Colombie, en Indonésie et au Brésil, réduisant ainsi la demande. Nous estimons que ces actions ont réduit la demande de 5 milliards de litres en 2021 par rapport à un scénario dans lequel les mandats sont restés inchangés ou ont été augmentés comme prévu. Les énergies renouvelables - y compris l'électricité, la chaleur, les biocarburants et le biogaz - ne représentent que 11% des dépenses de relance économique des gouvernements pour les énergies propres. Les énergies renouvelables devraient recevoir 42 milliards de dollars, notamment le solaire photovoltaïque et l'éolien offshore. Mais une augmentation des dépenses publiques dans les énergies renouvelables pourrait mobiliser plus de 400 milliards de dollars d'investissement total. Si des politiques favorables et des cadres réglementaires appropriés étaient mis en œuvre, près de 400 GW de projets renouvelables supplémentaires - menés par l'énergie solaire et éolienne - pourraient être déployés au cours de notre période de prévision, soit l'équivalent de la totalité de la capacité électrique installée du Moyen-Orient. Cependant, le niveau de contribution du secteur

privé dépendra de l'efficacité des politiques et des mesures de mise en œuvre soutenant le nouvel investissement.

Malgré leur rôle important dans la décarbonisation de secteurs clés, les biocarburants et le biogaz ont reçu moins de 5,5 milliards USD de dépenses publiques de relance économique. Les technologies de chaleur renouvelable ont également connu un financement public limité. Les deux industries bénéficieraient fortement de programmes de relance renforcés.

[Pour plus d'informations](#)

Rapport 2021 de l'IEA sur le Charbon

Même avant la pandémie, le charbon faisait face à des perspectives difficiles pour 2020. La demande était comprimée par un hiver doux dans l'hémisphère Nord, des prix bas du gaz naturel et une forte croissance des énergies renouvelables. Lorsque la demande d'électricité et les prix du gaz naturel ont chuté à mesure que la crise de Covid-19 s'intensifiait, la production d'électricité au charbon a subi le plus gros des impacts. La réduction de l'activité industrielle a également affecté la demande de charbon, bien que de manière plus limitée. Dans les premiers mois de la crise, une baisse annuelle à deux chiffres de la demande mondiale de charbon semblait plausible. Mais la reprise économique en Chine est intervenue plus tôt et plus fortement que prévu initialement, avec une reprise de la croissance en glissement annuel dès avril. Avec la reprise économique qui suit ailleurs et une vague de froid en décembre en Asie du Nord-Est, la demande mondiale de charbon a chuté de 4,4% en 2020 – la plus forte baisse depuis de nombreuses décennies mais moins que prévu initialement. Les disparités régionales étaient importantes. La demande de charbon a augmenté de 1 % en Chine en 2020 mais a chuté de près de 20 % aux États-Unis et dans l'Union européenne – et de 8 % en Inde et en Afrique du Sud.

Les baisses de la production mondiale d'électricité au charbon en 2019 et 2020 ont laissé espérer qu'elle aurait pu culminer en 2018. Mais 2021 a anéanti ces espoirs. La demande d'électricité dépassant l'offre à faible émission de carbone et les prix du gaz naturel en forte hausse, la production mondiale d'électricité au charbon est en passe d'augmenter de 9 % en 2021 pour atteindre 10 350 térawattheures (TWh), un nouveau record historique. Cependant, la part du charbon dans le mix énergétique mondial en 2021 devrait être de 36 %, soit 5 points de pourcentage en dessous de son pic de 2007. Aux États-Unis et dans l'Union européenne, la production d'électricité au charbon devrait augmenter de près de 20 % en 2021 mais n'atteindra pas les niveaux de 2019. En revanche, une croissance estimée à 12 % en Inde et à 9 % en Chine poussera la production d'électricité au charbon à des niveaux records dans les deux pays. Compte tenu du rebond de la production industrielle mondiale, la demande globale de charbon dans le monde devrait croître de 6 % en 2021, la rapprochant des niveaux records atteints en 2013 et 2014.

L'influence de la Chine sur les marchés du charbon est difficile à surestimer. La production d'électricité de la Chine, y compris le chauffage urbain, représente un tiers de la consommation mondiale de charbon. La consommation globale de charbon de la Chine représente plus de la moitié du total mondial. La demande de charbon en Chine est soutenue par la croissance rapide de la demande d'électricité et la résilience de l'industrie lourde. Ceci en dépit d'une décennie d'efforts soutenus et soutenus pour diversifier le mix énergétique du pays - au cours de laquelle la Chine a augmenté sa capacité d'énergie hydraulique, éolienne, solaire et nucléaire par plus que tout autre pays dans le monde - et le passage intensif du charbon au gaz naturel en les secteurs du chauffage résidentiel et de l'industrie légère. La Chine est également le plus grand producteur et importateur de charbon au monde, les fluctuations des prix intérieurs dues aux déséquilibres entre l'offre et la demande ayant un impact immédiat sur les marchés internationaux.

Au-delà de 2021, la consommation mondiale de charbon devrait revenir au schéma observé au cours de la décennie précédente : des baisses dans les économies avancées compensées par une croissance dans certaines économies émergentes et en développement. Après son bref rebond aux États-Unis et dans l'Union européenne en 2021, la demande de charbon reprendra son déclin jusqu'en 2024. Cela est

principalement dû au secteur de l'électricité où la croissance lente de la demande d'électricité et l'expansion rapide de l'éolien et du solaire photovoltaïque rongent l'énergie au charbon. génération. En outre, une grande partie du récent passage du gaz naturel au charbon s'inversera à mesure que les prix du gaz reculeront de leurs sommets. Dans le même temps, des pays comme le Viet Nam, les Philippines et le Bangladesh, où l'on s'attendait il y a quelques années à une très forte croissance de la demande de charbon, devraient désormais enregistrer des augmentations plus modestes en s'orientant davantage vers des sources d'électricité moins intensif en carbone. Cependant, les tendances mondiales du charbon seront largement façonnées par la Chine et l'Inde, qui représentent les deux tiers de la consommation mondiale de charbon, malgré leurs efforts pour augmenter les énergies renouvelables et d'autres sources d'énergie à faible émission de carbone. En Chine, la croissance de la demande de charbon devrait être en moyenne inférieure à 1 % par an entre 2022 et 2024. En Inde, une croissance économique plus forte et une électrification croissante devraient entraîner une croissance de la demande de charbon de 4 % par an. L'appétit croissant de l'Inde pour le charbon devrait ajouter 130 millions de tonnes (Mt) à la demande de charbon entre 2021 et 2024. Pour la plupart des applications industrielles où le charbon est utilisé, comme la production de fer et d'acier, il n'y a pas beaucoup de technologies qui peuvent le remplacer dans le court terme. Sur la base des tendances actuelles, la demande mondiale de charbon devrait atteindre 8 025 Mt en 2022, le niveau le plus élevé jamais vu, et y rester jusqu'en 2024.

La production de charbon n'a pas suivi le rebond de la demande de charbon en 2021, en particulier au cours du premier semestre de l'année, réduisant les niveaux de stock et faisant monter les prix. En Chine et en Inde, où les pénuries de charbon ont entraîné des pannes de courant et des usines au ralenti, des politiques nationales visant à augmenter la production et à réduire les pénuries de charbon ont rapidement été mises en œuvre, facilitées par la forte présence d'entreprises publiques dans la production. Les principaux pays exportateurs de charbon ont été empêchés de profiter pleinement des prix élevés en raison de perturbations de la chaîne d'approvisionnement, telles que les inondations dans les mines indonésiennes. Des années de baisse des investissements en raison de restrictions financières et bureaucratiques ont également joué un rôle. En dehors de la Chine, la majeure partie de la production supplémentaire en 2021 provenait de mines existantes ou de mines rouvertes qui avaient été inutilisées pendant les périodes de bas prix. Les contrats à terme sur le charbon se négocient bien en deçà des prix spot, ce qui n'est pas propice à l'investissement. La production de charbon devrait atteindre un niveau record en 2022, puis se stabiliser à mesure que la demande s'aplatit.

Les promesses d'atteindre zéro émission nette faites par de nombreux pays, dont la Chine et l'Inde, devraient avoir des implications très fortes pour le charbon - mais celles-ci ne sont pas encore visibles dans nos prévisions à court terme, reflétant l'écart majeur entre les ambitions et l'action. Le Japon, la Corée et la Chine se sont également engagés à arrêter le financement public pour la construction de nouveaux projets de centrales au charbon à l'étranger, limitant considérablement les possibilités d'expansion de la production au charbon dans de nombreux pays. De nouveaux engagements pendant la COP26, tels que la Déclaration de transition mondiale du charbon vers une énergie propre visant à accélérer la transition d'une production d'électricité au charbon sans relâche, ont mis une pression supplémentaire sur le charbon. Le rebond de la production d'électricité au charbon aux États-Unis et en Europe en 2021 est un coup dur, et la demande de charbon va reprendre sa baisse dans les deux régions. Cependant, l'Asie domine le marché mondial du charbon, la Chine représentant plus de la moitié de la demande mondiale, ou les deux tiers si l'on ajoute l'Inde. Ces deux économies – dépendantes du charbon et avec une population combinée de près de 3 milliards de personnes – détiennent la clé de la future demande de charbon. Le sort du charbon dépend de la rapidité et de l'efficacité avec lesquelles les pays mettent en œuvre leurs engagements nets zéro. Et le niveau de la demande de charbon dans une économie nette à zéro carbone dépendra de la réussite des efforts déployés pour déployer les technologies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone (CCUS).

[Pour plus d'informations](#)

L'OMM confirme un nouveau record de chaleur de 38°C dans l'Arctique

L'Organisation météorologique mondiale a validé la température record de 38 °C (100,4 °F) dans l'Arctique, relevée le 20 juin 2020 dans la ville russe de Verkhoyansk. « Cette température, qui évoque davantage les rivages de la Méditerranée que les glaces de l'Arctique, a été relevée dans une station météorologique d'observation de Sibérie au cours d'une vague de chaleur exceptionnelle et prolongée », explique l'Organisation météorologique mondiale (OMM) dans un communiqué. Pendant une grande partie de l'été 2020, les températures moyennes relevées dans cette région de l'Arctique ont parfois dépassé de 10°C les normales saisonnières, favorisant ainsi la propagation d'incendies dévastateurs et une fonte massive des glaces. Cela a également contribué, dans une large mesure, à faire de cette année l'une des trois années les plus chaudes jamais observées, indique la même source. « Ce nouveau record pour l'Arctique fait partie d'une série d'observations signalées sur la base de données de l'OMM, concernant les extrêmes météorologiques et climatiques qui font retentir la sonnette d'alarme sur l'évolution de notre climat. En 2020, un nouveau record de chaleur (18,3°C) avait également été enregistré pour le continent antarctique », a déclaré le secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas, cité dans le communiqué. Les enquêteurs de l'OMM travaillent actuellement à la vérification de relevés de température de 54,4°C enregistrés en 2020 et en 2021 dans l'endroit le plus chaud de la planète, la Vallée de la Mort en Californie. Ils travaillent aussi à la validation d'un nouveau record de température européen de 48,8°C, relevé en Sicile cet été. « Les comités d'évaluation associés à la base de données de l'OMM sur les extrêmes météorologiques et climatiques n'ont jamais mené autant d'enquêtes de front », a ajouté M. Taalas. D'après l'agence des Nations unies pour la météorologie, l'Arctique est l'une des régions du monde où les températures augmentent le plus rapidement, son taux de réchauffement étant plus de deux fois supérieur à la moyenne mondiale. La température extrême qui y a été relevée, ainsi que le changement climatique qui se poursuit, ont incité un groupe d'experts de l'OMM à ajouter une nouvelle catégorie climatique à la base de données sur les extrêmes météorologiques et climatiques, à savoir celle de « la température la plus élevée enregistrée au nord du cercle polaire arctique (au-delà de 66,5° de latitude N) ».

[Pour plus d'informations](#)

Pourquoi il est temps d'adopter une mesure de croissance plus durable

Pendant plus de 70 ans, le produit intérieur brut, ou PIB, a été l'étalon clé par lequel les nations ont mesuré le progrès économique. Mais le PIB est conçu pour tenir compte exclusivement des avantages monétaires tirés de l'activité économique. Elle est aveugle à la dégradation de l'environnement naturel, des ressources limitées et du bien-être humain. Il est temps que nous trouvions quelque chose de mieux. Sans jamais avoir à reconnaître comment la nature a contribué à la croissance économique, GDP a promu des pratiques non durables qui ont contribué aux urgences climatiques et de biodiversité. Pour le dire autrement, le PIB est comme un grand livre qui n'acceptera pas d'encre rouge. Telle une astuce comptable, elle nous a permis d'évacuer des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, de détruire des habitats et de négliger le bien-être humain sans jamais avoir à nous soucier des conséquences. Bien sûr, la catastrophe environnementale actuelle était quelque chose que l'économiste Simon Kuznets n'a pas eu à considérer lorsqu'il a développé le concept au lendemain de la Grande Dépression dans les années 1930. Mais malgré ses limites, ce dont Kuznets était lui-même conscient, le PIB est devenu le principal indicateur économique utilisé aujourd'hui. Cela met les décideurs politiques qui tentent de limiter le réchauffement climatique dans une certaine impasse.

En tant que tel, nous devons commencer à examiner des mesures alternatives telles que le produit brut de l'écosystème (GEP) afin que nous puissions tenir compte de la contribution de la nature à l'activité économique et au bien-être humain. Bien que la recherche sur le calcul du GEP n'en soit qu'à ses balbutiements, elle tente d'attribuer une valeur monétaire à des éléments tels que l'eau potable, la qualité des sols, la sécurité alimentaire, les soins de santé et les paysages culturellement importants qui contribuent à notre bonheur. En d'autres termes, le GEP attribue une valeur monétaire au travail des

abeilles qui agissent comme pollinisateurs de la nature, aux tourbières qui séquestrent le carbone et à l'effet stimulant que la nature a sur notre santé mentale.

Alors que le PIB examine exclusivement la valeur de la production – ou des extrants – le GEP accorde plutôt une valeur aux intrants de la nature et incite les décideurs politiques à investir dans la nature. Il serait naïf de simplement additionner les deux mesures et d'obtenir un chiffre global, car les deux mesures se chevauchent dans de nombreux domaines. Mais les deux mesures peuvent toujours fournir aux décideurs des informations complémentaires qui pourraient aider à permettre une croissance économique durable à l'avenir.

Par exemple, le gouvernement chinois a expérimenté la mise en œuvre du GEP dans la province du Qinghai – une région éloignée du plateau tibétain qui contient la source du Mékong, du Yangtsé et du fleuve Jaune. Là, les chercheurs ont découvert que le PEG était bien supérieur au PIB en 2000, 81,5 contre 26 milliards de yuans. À ce stade, l'activité écosystémique était considérablement plus utile que l'activité économique humaine. Cependant, en 2015, le PEG était tombé aux trois quarts du PIB, 185,4 contre 242 milliards de yuans. Cela suggère que des investissements plus importants ont été faits dans la croissance économique traditionnelle au détriment de l'environnement. Curieusement, comme le Qinghai est la source de trois grands fleuves, l'étude a également révélé que la province « exporte » des services écosystémiques tels que l'eau potable et les nutriments fertilisants, qui apparaissent dans le GEP accumulé par d'autres provinces chinoises et pays voisins. La capacité de mesurer la valeur de l'« exportation » de l'écosystème du Qinghai pourrait mettre en place un processus par lequel une compensation financière est versée à la province par les régions voisines. Un tel programme pourrait créer une incitation économique pour les collectivités à conserver et à développer les actifs écosystémiques. Pour mettre cela dans une perspective mondiale, imaginez si les agriculteurs brésiliens étaient payés par les pays européens pour gérer la forêt tropicale en fonction de la quantité de carbone qu'elle séquestre. De même, en Irlande où je vis, le GEP permettrait aux tourbières et aux forêts de contribuer à l'économie. Dans un tel scénario, les villes irlandaises pourraient être contraintes de payer les régions rurales pour stocker une partie du carbone qu'elles produisent ou pour maintenir des paysages culturellement importants qui améliorent la santé mentale et le bien-être. En valorisant les bénéfices que nous tirons de notre environnement naturel, GEP nous encouragerait également à réfléchir différemment sur la façon dont nous gérons, maintenons et cultivons ces régions qui ont été négligées au profit de stratégies de croissance centralisées. Cependant, pour l'instant du moins, il serait peu pratique de mettre en œuvre un système comme le GEP ou le Système de comptabilité environnementale et économique des Nations Unies. En plus d'être extrêmement complexe et en grande partie non prouvée, son adoption nécessiterait un consensus économique mondial à une échelle jamais vue depuis que l'ordre financier international a été conçu après la seconde guerre mondiale. Néanmoins, si nous voulons gérer les compromis complexes nécessaires pour atténuer la crise climatique, une nouvelle réflexion radicale est nécessaire.

[Pour plus d'informations](#)

Selon la FAO, les ressources en terres et en eau sont à un niveau de stress critique

Les pressions que subissent les écosystèmes sol, terre et eau se sont beaucoup intensifiées et nombre d'entre eux se retrouvent aujourd'hui soumis à un niveau de stress critique, avertit un nouveau rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Ce rapport intitulé « L'État des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde : des systèmes au bord de la rupture » met en exergue les défis à relever pour nourrir une population mondiale qui devrait approcher les dix milliards d'habitants en 2050. Les modèles de production agroalimentaire actuels ne sont pas durables, fait valoir le Directeur général de la FAO, M. QU Dongyu, dans le rapport, soulignant toutefois que les systèmes agroalimentaires pourraient jouer « un rôle majeur dans l'allègement de cette pression et dans la concrétisation des objectifs liés au climat et au développement ». Si le monde s'en tient à la trajectoire actuelle, la production des 50% de

nourriture en plus dont le monde aura besoin supposerait une hausse des prélèvements d'eau destinés à l'agriculture pouvant aller jusqu'à 35%, signale le rapport. Cela pourrait provoquer des catastrophes environnementales, accroître la concurrence pour les ressources et alimenter de nouveaux défis et conflits sociaux. Actuellement, la dégradation des sols causée par l'homme touche 34 % des terres agricoles (environ 1.660 millions d'hectares). Bien que plus de 95% de l'ensemble des denrées alimentaires soient produites sur des terres, les possibilités d'extension de la surface productive sont limitées. Même si les zones urbaines occupent moins de 0,5% de la surface terrestre, la croissance rapide des villes a considérablement réduit les ressources, polluant et empiétant sur des terres agricoles grande qualité, d'importance capitale pour la productivité et la sécurité alimentaire. En seulement 17 ans, entre 2000 et 2017, l'utilisation des terres par habitant a diminué de 20%. Aussi la rareté de l'eau menace la sécurité alimentaire ainsi que le développement durable à l'échelle mondiale et met en danger 3,2 milliards de personnes qui vivent dans des régions agricoles. La FAO estime qu'une montée en puissance rapide de la technologie et de l'innovation est indispensable pour relever ces défis. Elle appelle à renforcer les systèmes numériques qui fournissent des données de base, des informations et des solutions scientifiques pour l'agriculture. La gouvernance des terres et de l'eau doit être plus inclusive et s'adapter davantage, afin de bénéficier à des millions de petits exploitants, de femmes, de jeunes et de populations autochtones, qui sont les plus vulnérables et font face à la plus grande insécurité alimentaire, ajoute la FAO. Il faut également une planification plus intégrée à tous les niveaux et les investissements dans l'agriculture doivent être réorientés vers des gains sociaux et environnementaux, indique le rapport. Enfin, la FAO soutient que l'utilisation durable de ces ressources est essentielle pour atteindre les objectifs d'atténuation et d'adaptation au climat. L'utilisation judicieuse des sols pourrait permettre, à elle seule, de séquestrer un tiers des émissions de gaz à effet de serre qui proviennent des terres agricoles, a indiqué l'agence onusienne.

[Pour plus d'informations](#)

Résultats de la COP 26 : quelle action intégrée en faveur du climat et de la biodiversité ?

Le GIEC et l'IPBES sont clairs, dans leur rapport d'atelier coparrainé, sur le fait que nous ne pouvons réussir à inverser les crises du changement climatique et de la perte de biodiversité que par une réponse intégrée et ambitieuse. La « Nature » a occupé une place importante à la COP 26, dans le cadre de la campagne thématique de la présidence britannique sur ce sujet, et dans les side events, et les liens entre climat et biodiversité ont également été présents dans les négociations techniques et politiques. Les résultats de Glasgow offrent des avancées sur ces liens, mais une ambition politique et une mise en œuvre plus intégrées sont encore nécessaires dans la perspective du Bilan mondial de l'Accord de Paris, alors que les Parties et les acteurs non étatiques font face à une pression croissante pour démontrer l'intégrité de leurs engagements de neutralité carbone. La Déclaration des dirigeants de Glasgow sur les forêts et l'utilisation des terres, qui vise à mettre un terme à la disparition des forêts d'ici 2030 – l'un des principaux résultats de la campagne « Nature » de la présidence britannique – a bénéficié d'un important écho médiatique en raison de son ampleur (approuvée par 141 pays, couvrant environ 90 % des forêts mondiales) et des importants financements publics et privés promis (12 milliards de dollars et 7,2 milliards de dollars respectivement). Pourtant, cet accord sur les forêts a fait l'objet de critiques de la part de certaines ONG en raison de la « brèche » que l'accord laisse ouverte, selon elles, à l'exploitation continue des forêts pour le papier, la pâte à papier et la biomasse, notamment pour la génération d'énergie en remplacement du charbon. En outre, des inquiétudes ont été soulevées quant à la bonne volonté des principales Parties qui se sont engagées dans l'accord, notamment le Brésil, dont le gouvernement a retenu jusqu'après la COP 26 des données déjà disponibles en octobre sur la déforestation galopante en Amazonie (en hausse de 22 % en 2021 par rapport aux niveaux de 2020). Enfin, le fait que la Déclaration de New York sur les forêts de 2014, non contraignante et visant à réduire de moitié la déforestation à l'horizon 2020, n'ait pas réussi à ralentir la déforestation interroge sur la mise en œuvre effective de l'accord de Glasgow sur les forêts, tout aussi peu contraignant juridiquement (malgré les nouveaux financements importants qui y sont associés), Au-delà de ces accords sur l'économie réelle, le lien entre climat et biodiversité était également présent dans les salles de

négociation, notamment celles de l'article 6 sur les marchés du carbone. Le compromis obtenu a permis de combler les lacunes les plus importantes qui auraient abouti à un double comptage des émissions échangées, et d'exclure les crédits REDD+, bien que de l'incertitude demeure quant au comptage des émissions évitées comme un crédit carbone. Cependant, les Parties composant la Coalition des principes de San José pour une ambition élevée et l'intégrité des marchés internationaux du carbone ont regretté que les règles finales « n'offrent pas la clarté, la robustesse et l'intégrité nécessaires pour guider les approches du marché international vers les objectifs de l'Accord de Paris », et ont ainsi appelé à une mise en œuvre plus ambitieuse (par exemple, en évitant les unités de l'ère Kyoto, et en empêchant le double comptage dans les engagements climatiques volontaires des entreprises). Au-delà de l'identification et de la mise en œuvre de « crédits carbone de haute qualité », la question reste ouverte sur le rôle que les marchés carbone pourraient jouer au cours des prochaines décennies pour atteindre zéro émission nette dans les « limites écologiques » des techniques d'élimination de dioxyde de carbone (EDC) basées sur l'usage des terres (par exemple, des techniques telles que la reforestation, le carbone du sol, l'afforestation, et la bioénergie avec capture et stockage du carbone (BECCS)) ; techniques probablement beaucoup plus limitées que prévu, selon les études scientifiques récentes, appelant ainsi à des efforts d'atténuation urgents et ambitieux.

L'inclusion des liens entre le climat et la biodiversité dans le Pacte de Glasgow est la plus importante à ce jour dans une décision finale de la COP de la CCNUCC, ce qui témoigne de l'importance croissante que diverses Parties accordent à l'établissement de liens entre les deux agendas, et du rôle des organisations de la société civile dans la mise en avant de cette question. Suivant les bases posées par la décision finale de la COP 25 de Madrid, les décisions finales du Pacte de Glasgow (1/CP.26 et 1/CMA.3) : (i) notent l'importance d'assurer l'intégrité de tous les écosystèmes et la conservation de la biodiversité, et réitèrent que les crises mondiales du climat et de la perte de biodiversité sont liées, (ii) reconnaissent explicitement l'importance de protéger, conserver, (ii) reconnaître explicitement l'importance de la protection, de la conservation et de la restauration des écosystèmes pour atteindre l'objectif global à long terme de la Convention et l'objectif de limitation du réchauffement de l'Accord de Paris « en agissant comme des puits et des réservoirs de gaz à effet de serre et en protégeant la biodiversité, tout en assurant des garanties sociales et environnementales », (iii) encouragent les Parties à adopter une approche intégrée des écosystèmes dans les politiques nationales, et (iv) établissent un dialogue récurrent sur le lien entre l'océan et le climat. Ces inclusions dans le Pacte de Glasgow sont importantes pour au moins trois raisons : (i) elles ancrent dans le message politique de la COP l'importance clé d'arrêter et d'inverser la perte de biodiversité au cours de cette décennie pour maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de 1,5°C, et d'aborder la biodiversité et le climat de manière intégrée, en envoyant un signal politique qui pourra être exploité en 2022 par la COP 15 de la Convention Biodiversité, et par les présidences allemande et indonésienne du G7 et du G20 pour s'attaquer à des questions délicates spécifiques (ex. la bioénergie), (ii) elles fournissent des accroches juridiques pour rendre opérationnelle une plus grande cohérence climat-biodiversité au sein des organes de la CCNUCC dans les années à venir, (iii) la mention « assurer l'intégrité de tous les écosystèmes » et le paragraphe sur la protection et la restauration des écosystèmes permettent aux Parties de développer des garde-fous supplémentaires pour s'assurer que les actions d'atténuation ne sont pas promues au détriment de l'intégrité des écosystèmes (par exemple, l'afforestation ou la bioénergie). Néanmoins, les Parties à la COP 26 ont manqué au moins deux occasions dans le Pacte de Glasgow de promouvoir une approche plus intégrée du climat et de la biodiversité. Tout d'abord, alors que le Pacte comprend un langage fort sur l'atténuation et la conservation des écosystèmes, il aurait pu les lier plus explicitement, afin de souligner l'importance, pour atteindre l'objectif de 1,5°C, de donner la priorité à la décarbonation profonde et à la conservation et une restauration sans précédent des écosystèmes, et non pas l'un au détriment ou à la place de l'autre. Les Parties n'ont pas non plus reconnu l'importance d'assurer la cohérence de la politique d'atténuation afin qu'elle ne compromette pas gravement la conservation de la biodiversité. Au contraire, la formulation de la décision de la COP 26, « élimination progressive du charbon 'unabated' », semble laisser la porte ouverte à la promotion de la biomasse à base de bois en co-combustion avec le charbon ; alors même que les scientifiques ont averti à plusieurs reprises que le

remplacement du charbon par la combustion d'arbres (c'est-à-dire la biomasse à base de bois) exacerbe gravement la perte de biodiversité et ne peut être revendiqué au titre de neutralité climatique.

Quatre domaines d'action prioritaires pour renforcer l'intégration du climat et de la biodiversité en 2022 et au-delà :

1. Veiller à ce que des mesures de conservation des écosystèmes soient prises en plus, et non à la place, d'une décarbonation profonde, et que la mise en œuvre de « solutions fondées sur la nature » (SFN) soit menée dans le plein respect des peuples autochtones et des communautés locales.
2. Tenir compte de l'avertissement de plus de 500 scientifiques selon lequel le remplacement de la combustion de combustibles fossiles (à savoir le charbon) par la combustion d'arbres (c'est-à-dire la biomasse à base de bois) risque de compromettre gravement les objectifs en matière de climat et de biodiversité ; et élaborer des garanties environnementales solides pour des pratiques telles que la bioénergie.
3. Demander au Giec et à l'IPBES de clarifier les « limites écologiques » de l'élimination du dioxyde de carbone (EDC) sur terre, et les trajectoires viables pour atteindre l'objectif de 1,5°C dans les limites écologiques planétaires.
4. Mieux intégrer la cohérence entre climat et biodiversité dans les politiques nationales.

[Pour plus d'informations](#)

Journée internationale de la montagne : l'ambition de garder des sommets propres

« La montagne pour moi, c'est comme un océan, un espace de liberté où l'on va où l'on veut. Nous devons respecter ces lieux magnifiques et magiques ». C'est le message que lance Michel Baronian, collaborateur de l'ONU Genève et alpiniste passionné depuis plus de 40 ans, à l'occasion de la Journée internationale de la montagne. Bien qu'il ait perdu le compte, Michel estime avoir gravi le Mont Blanc, le plus haut sommet d'Europe occidentale (4807 mètres), plus d'une centaine de fois. Et c'est sans compter les sommets de plus de 8000 mètres, comme l'Annapurna au Népal, qu'il a gravis sans utiliser d'oxygène supplémentaire. « Quand je suis là-haut, c'est un pur moment de bonheur. La montagne devient mon église et j'y vais pour me retrouver. J'y trouve beaucoup de sérénité et de bonheur », dit M. Baronian, dont le rêve est de gravir un jour l'Everest. Le tourisme de montagne représente environ 15 à 20% du tourisme mondial. Le pays hôte de l'ONU Genève, la Suisse, compte plus de 200 domaines skiables et abrite le Mont Rose, le Dom et le Cervin, qui, du haut de leurs 4000 mètres plus, dominent le paysage helvétique. Selon Présence Suisse, la région de Zurich et les cantons alpins des Grisons, de Berne et du Valais comptent parmi les destinations les plus visitées. Alors que la Suisse et d'autres pays montagneux célèbrent la Journée internationale de la montagne le 11 décembre, sous le thème du tourisme durable en montagne, la question de savoir comment garder les montagnes du monde propres devient de plus en plus une préoccupation principale pour les écologistes et les offices du tourisme. M. Baronian a vu sa part de déchets éparpillés sur les hauts sommets dont il a foulé le sol. Selon lui, ce phénomène est attribuable à de fausses perceptions sur l'impact de la pollution et à l'inexpérience des alpinistes. Pour ajouter au problème, les hélicoptères, qui ne peuvent pas atterrir au-dessus de 6000 mètres, sont incapables d'atteindre les camps de haute altitude pour les nettoyer. « Lorsque les gens sont épuisés, ils abandonnent tout et descendent pour sauver leur vie », explique M. Baronian, qui a lui-même descendu des débris trouvés sur de hauts sommets. « Je n'avais pas la conscience de les laisser derrière moi ». Selon lui, les alpinistes devraient être obligés de prendre une photo de leur camp avant et après utilisation, pour montrer qu'ils ont nettoyé les lieux après leur passage, de la même manière qu'ils documentent leur ascension des hauts sommets. « C'est peut-être utopique, mais il faut soulever et examiner cette question au sein de la communauté des alpinistes », dit-il. Philipp Niederberger, Directeur de la Fédération suisse du tourisme (FST), convient qu'une gestion efficace des déchets et l'élimination des ordures laissées derrière sont aujourd'hui des aspects importants du tourisme durable en montagne. « La durabilité est un sujet primordial pour le secteur du tourisme ; c'est pourquoi nous mettons en place un centre de compétences national pour la durabilité

dans le domaine du tourisme », dit-il.

Pour les personnes qui découvrent l'alpinisme et le tourisme dans les Alpes, les tour-opérateurs, les offices du tourisme et les guides de montagne ont une tâche importante à accomplir : sensibiliser les gens et leur montrer comment se comporter en montagne. « Qui dit tourisme durable dit aussi respect de la culture locale », fait remarquer M. Niederberger.

Pendant la pandémie de Covid-19, nombreux sont ceux qui se sont réfugiés dans les montagnes suisses pour mieux faire face aux restrictions et renouer avec la nature. « Le tourisme de montagne à l'échelle nationale est devenu une modalité de tourisme de plus en plus populaire, d'une part parce que c'est plus sûr et, d'autre part, que c'est en plein air », explique Rosa Laura Romeo, Chargée de programme au secrétariat du Partenariat de la montagne à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). « Où que nous vivions, la santé des montagnes a un impact direct sur notre vie, car les montagnes sont les châteaux d'eau du monde, ajoute-t-elle. Nous bénéficions tous des bienfaits des montagnes, même si nous n'en sommes pas toujours conscients ». Lors d'un événement organisé à Genève sur la lutte contre la pollution plastique, Lesya Nikolayeva, experte en environnement, a fait remarquer qu'une multitude d'initiatives bénévoles font partie de la solution. Le Clean-Up Tour, une initiative créée par la Summit Foundation dans le but de nettoyer les montagnes, reste très populaire en Suisse, a-t-elle dit. Depuis sa création en 2001, des volontaires ont déjà collecté plus de 150 tonnes de déchets dans le cadre de cette opération, preuve que la pollution plastique peut être combattue sur le plan local.

[Pour plus d'informations](#)

Les plastiques dans les sols menacent la sécurité alimentaire, la santé et l'environnement

La pollution plastique est devenue omniprésente dans les sols agricoles, menaçant la sécurité alimentaire, la santé des populations et l'environnement, selon un nouveau rapport publié par la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Alors que les déchets plastiques qui jonchent les plages et les océans attirent l'attention, le rapport de la FAO intitulé *Évaluation des plastiques agricoles et de leur durabilité : un appel à l'action* suggère que les terres que nous utilisons pour cultiver nos aliments sont contaminées par des quantités encore plus importantes de polluants plastiques. « Les sols sont l'un des principaux récepteurs des plastiques agricoles et on sait qu'ils contiennent des quantités de microplastiques plus importantes que les océans », a déclaré Maria Helena Semedo, Directrice générale adjointe de la FAO.

« Chaque année nous avons 12,5 millions de tonnes de produits plastiques qui sont utilisés dans la production végétale et animale », a expliqué le Directeur adjoint du Bureau du changement climatique, de la biodiversité et de l'environnement à la FAO, Zitouni Ould-Dada, au micro d'*ONU Info*. « Et c'est une quantité presque équivalente aux 11 millions de tonnes qui sont rejetés sous forme de déchets marins. Et à cela s'ajoute aussi à près de 37 millions de tonnes utilisés dans les emballages alimentaires », a-t-il ajouté. « Les plus grands utilisateurs de produits plastiques sont les secteurs de l'agriculture et de l'élevage qui consomment environ 10 millions de tonnes par an et c'est un chiffre important parce que c'est à peu près 3% de la production mondiale de plastique ». La pêche et l'aquaculture sont aussi responsables pour 2 millions de tonnes et la sylviculture est responsable pour 0,2 million de tonnes de produits plastiques. Le rapport indique que l'Asie est le plus grand utilisateur de plastiques dans la production agricole, représentant près de la moitié de l'utilisation mondiale. En outre, en l'absence d'alternatives viables, la demande de plastique dans l'agriculture ne peut qu'augmenter. Alors que la demande de plastique agricole continue d'augmenter, Mme Semedo a souligné la nécessité de mieux surveiller les quantités qui « fuient dans l'environnement à partir de l'agriculture ».

Depuis leur apparition dans les années 1950, les plastiques sont devenus omniprésents. Dans l'agriculture, les produits en plastique contribuent grandement à la productivité, par exemple en couvrant le sol pour réduire les mauvaises herbes ; les filets qui protègent et stimulent la croissance des plantes, prolongent les saisons de culture et augmentent les rendements ; et les protections d'arbres,

qui protègent les semis et les jeunes plants des animaux, contribuent à créer un microclimat propice à la croissance. « Ce sont des opportunités importantes pour les agriculteurs », indique M. Ould-Dada. « Il y a aussi le bon facteur de la réduction de la demande en eau. On trouve que l'efficacité moyenne de l'utilisation de l'eau pour les cultures dans plusieurs régions en Chine, par exemple, aurait augmenté de presque 25% par rapport au contrôle qui est effectué sans paillage », explique-t-il. Cependant, sur les quelque 6,3 milliards de tonnes de plastique produites avant 2015, près de 80% n'ont jamais été éliminées correctement. Si les effets des grands objets en plastique sur la faune marine ont été bien documentés, les microplastiques libérés lors de leur désintégration affectent potentiellement des écosystèmes entiers. Malheureusement, les propriétés mêmes qui rendent les plastiques si utiles créent des problèmes lorsqu'ils arrivent à la fin de leur vie utile. « Une mauvaise conception, une mauvaise sélection, utilisation et gestion de cette fin de vie des produits plastiques a des effets néfastes sur les écosystèmes terrestres et aquatiques », explique M. Ould-Dada. « Souvent les agriculteurs n'ont pas les moyens suffisants pour sélectionner, utiliser et gérer ou récupérer ces produits afin d'éliminer correctement le plastique des champs », indique-t-il. « Et ils n'ont souvent pas aussi accès aux outils nécessaires pour une bonne gestion de ces produits en fin de leur vie ». Par conséquent ces plastiques sont souvent abandonnés ou brûlés dans les champs « ce qui entraîne la contamination des sols ». L'introduction des films plastiques biodégradables est complexe à cause du manque de normalisation de leur efficacité et dégradabilité. « On a des données qui proviennent de la Chine, par exemple, qui ont montré que l'accumulation de plastique dans le sol jusqu'à 240 kg par hectare peut réduire le rendement des cultures de 11 à 25% ». Un autre facteur important : la production de plastiques contribue aux émissions de gaz à effet de serre et donc au changement climatique. Des microplastiques - d'une taille inférieure à 5 mm - ont été retrouvés dans les excréments humains et le placenta, et ont été transmis aux fœtus par leur mère enceinte. Si la plupart des recherches scientifiques sur la pollution par les plastiques ont porté sur les écosystèmes aquatiques, les experts de la FAO estiment que les sols agricoles reçoivent des quantités bien plus importantes de microplastiques. « Ce rapport est un appel fort à une action coordonnée et décisive pour faciliter les bonnes pratiques de gestion et freiner l'utilisation désastreuse des plastiques dans tous les secteurs agricoles », a déclaré Maria Helena Semedo. La pollution plastique est devenue omniprésente dans les sols agricoles, menaçant la sécurité alimentaire, la santé des populations et l'environnement. En l'absence d'alternatives viables, il est impossible d'interdire les plastiques - et il n'y a pas de solution miracle pour éliminer les dommages qu'ils causent. Le rapport identifie toutefois plusieurs solutions basées sur le modèle 'Refuser, redéfinir, réduire, réutiliser, recycler et récupérer'. M. Ould-Dada suggère des produits et pratiques alternatives qui permettent d'éviter l'utilisation de plastique. Ainsi, les cultures de couverture et la biomasse peuvent remplacer les films de paillage en plastique. Ou encore, les produits réutilisables et durables, par exemple les couvertures en verre et en plastique durable pour les serres, peuvent permettre de réduire l'utilisation du plastique. La FAO continue à élaborer et aussi d'aider les agriculteurs à être au courant de cette pollution dans les champs et ses conséquences et les solutions alternatives à adopter. « C'est très important pour le développement durable d'une manière générale et pour la sécurité alimentaire dans le long terme », a conclu M. Ould-Dada.

[Pour plus d'informations](#)

Gouvernance mondiale pour une relance durable

Dans un contexte marqué par la poursuite des impacts de la pandémie de Covid-19, des événements extrêmes liés au changement climatique et le déclin de la biodiversité, l'Iddri a célébré ses 20 ans d'existence en octobre 2021, en invitant des chercheurs et acteurs internationaux à la conférence internationale de haut niveau « Quelle gouvernance planétaire pour une relance durable ? Inventer un multilatéralisme nouvelle génération » afin de faire entendre la pluralité des analyses et des visions de l'avenir du multilatéralisme et du rôle de la durabilité en tant que question de coopération essentielle à cet égard, et d'identifier les questions clés à prendre en compte.

Ce *Décryptage* est l'interprétation et l'analyse par l'Iddri de certaines des controverses et des messages clés identifiés.

Messages clés:

- La planète va mal, et les institutions multilatérales actuelles ne sont pas à la hauteur pour traiter ses maux. Des lueurs d'espoir existent, mais les progrès dépendent largement d'actions unilatérales et bilatérales et les solutions mondiales font défaut. La confiance dans les institutions multilatérales est à son plus bas niveau et la pandémie de Covid-19 a mis en évidence des asymétries de longue date.
- La réforme de la gouvernance économique internationale est une priorité, mais compte tenu de la transformation nécessaire et urgente vers la durabilité, elle devrait également être pragmatique, sans chercher à reconstruire de nouvelles institutions. Les débats déclenchés par les réponses aux impacts de la crise de la Covid-19 (droits de tirage spéciaux par exemple) ouvrent la voie à de tels progrès pragmatiques, et pourraient également ouvrir l'espace à des réformes plus profondes.
- La COP 26 sur le climat l'a mis en évidence, les demandes de justice, d'approches fondées sur les droits et de solidarité au sein des institutions multilatérales deviennent plus fortes et une absence de réponse pourrait être dommageable. Ces revendications ne doivent pas être considérées uniquement sous l'angle de la justice entre les gouvernements, mais aussi au sein des sociétés. Elles deviennent des stratégies plus crédibles, car la société civile, par exemple, a gagné en compétence pour mettre la justice climatique à l'ordre du jour par le biais des tribunaux nationaux, et joue un rôle de plus en plus important pour assurer la redevabilité des engagements. Au-delà du régime climatique, des propositions concrètes ont été faites pour rendre opérationnelle une approche fondée sur les droits pour la protection sociale. Le monde académique met également sur la table des approches et des concepts alternatifs, comme le passage d'une définition étroite de la sécurité et de l'intérêt national à une sécurité humaine ou mondiale.
- Les attentes quant au rôle de l'Europe dans cette crise multilatérale sont élevées et ambiguës. Le Pacte vert a été cité comme un exemple à suivre, mais des inquiétudes - concernant plus particulièrement le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières - ont été exprimées quant à ses implications internationales. Ces tensions pourraient être atténuées par un discours clair sur l'utilisation des taxes collectées qui pourraient profiter à une transition mondiale vers des économies vertes et justes.

[Pour plus d'informations](#)

Les nouvelles du climat au niveau national

Eau potable : le Maroc reçoit un prêt de 18 millions d'euros de la BAD

Rabat - L'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) du Maroc devrait recevoir un nouveau prêt de 18 millions d'euros de la Banque africaine de développement (BAD) pour améliorer la durabilité et la sécurité de l'approvisionnement en eau potable dans plusieurs régions du Maroc.

Les deux parties ont signé l'accord de financement complémentaire, avec Abderrahim El Hafidi, directeur général de l'ONEE, et Achraf Tarsim, le représentant résident de la BAD, signant l'accord au nom de leurs deux institutions. L'ONEE a indiqué que l'aide financière supplémentaire contribuera au financement d'un programme visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable dans les villes d'Al Hoceima, Tanger, Guercif, Beni Mellal et Zagora. La nouvelle contribution s'ajoutera au prêt de 115 millions d'euros que l'ONEE a déjà obtenu de la BAD en 2018. La BAD a approuvé le méga prêt pour sécuriser l'accès à l'eau potable à travers des investissements dans les procédés de traitement et les réseaux d'approvisionnement en eau potable. Le projet concerne la fourniture d'eau brute du barrage de Ghriss à la station de traitement d'Al Hoceima, l'opération devant également inclure la fourniture d'eau brute du barrage Ibn Battouta à la station de traitement de Marhar/Tanger. Dans un communiqué conjoint, les deux institutions ont indiqué que le prêt vise également à renforcer la production d'eau dans la région de Guercif à partir du barrage de Targa Ou Madi, la capacité de traitement de la région de Beni Mellal et la production d'eau dans la région de Zagora à partir du barrage d'Agdz. « Ces projets s'inscrivent dans le cadre du Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation 2020-2027 (PNAEPI) », a précisé l'ONEE. Le communiqué s'est également félicité de la coopération entre l'ONEE et la BAD dans les secteurs de l'eau potable et de l'assainissement liquide, l'ONEE notant que cette coopération remonte à 1978 avec une contribution financière totale d'environ 9 milliards de dirhams (970 millions de dollars) de la BAD. La nouvelle intervient alors que le gouvernement marocain et des groupes de réflexion indépendants rapportent que la pénurie d'eau reste l'un des défis les plus urgents du Maroc pour les années à venir. Un récent rapport du Centre d'intégration méditerranéenne (CMI) a conclu que le Maroc est confronté à de « sérieux défis » en termes de pénurie d'eau et de sécurité matérielle. L'étude a également souligné la nécessité pour le gouvernement marocain de redoubler d'efforts pour lutter contre la gestion de l'eau et l'agriculture durable au Maroc.

[Pour plus d'informations](#)

Le Maroc disposé à assurer la présidence du RIOB jusqu'en 2024

Le Maroc, président du Réseau international des organismes de bassins (RIOB) pour la période 2019-2022, est disposé à assurer, conformément à la sollicitation des partenaires, la présidence de cette plateforme d'échange de connaissance et d'expérience jusqu'en 2024, a annoncé le ministre de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka.

« En raison de la crise sanitaire liée au COVID 19, le Maroc, président du RIOB pour la période 2019-2022, est disposé à assurer conformément à la sollicitation des partenaires la présidence du RIOB jusqu'en 2024, date qui coïncidera avec la célébration du 30ème anniversaire du RIOB, une fois actée lors de l'assemblée générale statutaire du RIOB qui sera organisée en marge de la 9-ème édition du Forum Mondial de l'Eau prévu à Dakar en Mars 2022 », a affirmé N. Baraka, qui participait via un enregistrement vidéo, à la séance inaugurale de la 19-ème Conférence « Euro-RIOB 2021 », tenue du 8 au 10 décembre, à Malte. Cité par un communiqué du ministère de l'Équipement et de l'Eau, M. Baraka a rappelé que l'Euro-RIOB constitue une occasion pour effectuer un échange constructif des



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

expériences acquises dans le domaine de la gestion intégrée des ressources en eau par bassin dans des contextes hydro-climatiques de plus en plus fragiles et vulnérables, et pour renforcer la coopération internationale et régionale dans ce domaine. M. Baraka a souligné que la gestion intégrée des ressources en eau au Maroc bénéficie d'un intérêt particulier des pouvoirs publics et ce, conformément aux orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, en raison de son rôle déterminant dans la sécurité hydrique du Royaume. Le ministre a ajouté que le prochain Forum mondial de l'Eau revêt une grande importance pour le RIOB et pour la gestion des ressources en eau à l'échelle des bassins. En effet, lors de cette manifestation d'envergure internationale, et pour la première fois, une journée sera entièrement dédiée à la gestion des ressources en eau par bassin, qu'ils soient transfrontaliers ou nationaux. Il a également souligné que la conférence Euro-RIOB de Malte constitue un jalon important dans le processus préparatoire de cette journée qui permettra, sans aucun doute, d'accorder à la gestion par bassin toute l'attention qu'elle mérite, à travers notamment l'engagement et l'implication des parties prenantes et de converger vers des solutions palpables pour une meilleure gestion durable de l'eau dans le contexte du changement climatique. Le RIOB, créé en 1994, est une plateforme d'échange de connaissance et d'expérience, qui a pour objectif de soutenir toutes les initiatives en faveur de l'organisation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau au niveau des bassins versants, des fleuves, des lacs ou des aquifères nationaux ou transfrontaliers et ce, pour concilier la croissance économique, la justice sociale, la protection de l'environnement et des ressources en eau et la participation de la société civile.

[Pour plus d'informations](#)

Le Maroc réaffirme son engagement en faveur du développement urbain durable

La ministre marocaine du Logement et de la Politique de la Ville, Fatima Zahra Mansouri, a réaffirmé le 14 décembre l'engagement du royaume à développer un urbanisme durable et intégré conforme aux objectifs de développement durable (ODD). Dans un discours prononcé à la 38^e session du Conseil des ministres arabes du logement et de l'urbanisme, lu en son nom par l'ambassadeur du Maroc en Jordanie, Khalid Naciri, Mansouri a réitéré l'engagement du Maroc aux efforts internationaux pour développer la gestion urbaine dans le cadre de l'Agenda urbain adopté en octobre 2016.

Elle a évoqué en particulier l'engagement du pays à atteindre l'objectif 11 des ODD, notant les projets du gouvernement marocain visant à améliorer l'urbanisation inclusive et durable, ainsi que les établissements humains intégrés et durables qui sont ouverts, accessibles, durables et adaptables aux risques naturels. Dans le discours, le ministre marocain a appelé à une reconsidération des référentiels techniques, législatifs et juridiques régissant les secteurs de l'habitat et de l'urbanisme.

Elle a également souligné la nécessité de reconsidérer les approches innovantes et prospectives pour assurer un développement territorial durable. Mansouri a appelé à l'amélioration et au suivi des mécanismes en adoptant des politiques d'urbanisme, de logement et de ville dans le but de « réhabiliter et renforcer la compétitivité dans les zones territoriales et d'atteindre la durabilité ». La session a été l'occasion de discuter des effets de la pandémie de COVID-19 sur l'économie et la société de la région MENA, en mettant l'accent sur le débat sur les politiques adoptées par les pays arabes sur les questions d'urbanisme et de logement.

La réunion a mis en évidence les approches et les objectifs attendus à atteindre en termes de renforcement de la coopération entre les pays arabes en matière de politiques urbaines et de logement. Selon le responsable marocain, la rencontre intervient à un moment où la question du développement durable et équilibré des territoires se pose avec acuité au Maroc. Rappelant que 65% de la population marocaine est basée dans la zone urbaine et que les citoyens devraient atteindre 75% d'ici 2050, elle a déclaré que les villes fournissent environ 75% du produit intérieur brut (PIB) du pays,



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

70% des investissements et 43 % de la population active du pays. L'ordre du jour de la session comprend le suivi de la mise en œuvre du Plan de développement durable à l'horizon 2030 conformément au Plan exécutif de la Stratégie arabe.

[Pour plus d'informations](#)

Omar Hilale met en avant l'engagement de la jeunesse en faveur de l'action climatique

L'ambassadeur représentant permanent du Maroc auprès de l'ONU, Omar Hilale a mis en avant l'engagement « accru » de la jeunesse internationale et marocaine dans les efforts visant à lutter contre le dérèglement climatique dans le monde. « La jeunesse internationale et marocaine est de plus en plus impliquée dans l'action climatique », a souligné M. Hilale lors d'une réunion virtuelle du Groupe des Amis sur le changement climatique qu'il co-présidait avec son homologue français Nicolas de Rivière. L'ambassadeur a relevé que le Maroc est fort de sa conviction en faveur de l'action-climat, et s'engage de manière multidimensionnelle en faveur des questions climatiques, en rehaussant ambitieusement le seuil de sa contribution déterminée au niveau national, soit l'équivalent d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 45,5% d'ici 2030. Il a également rappelé que le Maroc a activement soutenu la participation des jeunes africains à la Pré-COP26 organisée début octobre à Milan, à la veille de la grand-messe climatique qui a eu lieu à Glasgow. « Il est important d'impliquer la jeunesse dans nos délibérations si nous voulons que la mobilisation climatique perdure et se renforce », a insisté M. Hilale, appelant à créer de nouvelles opportunités pour les générations présentes et futures, en particulier dans des régions comme l'Afrique. Soulignant que le changement climatique constitue le « challenge déterminant de notre époque », l'ambassadeur a mis en exergue l'importance de préparer la prochaine génération à faire face à ses impacts, à lui montrer la voie et à rechercher des alternatives.

Il a, à ce sujet, mis en garde contre les effets des changements climatiques qui constituent un « sérieux défi » pour le développement en général et peut-être même compromettre le tissu socio-économique des communautés et des peuples du monde entier. « Il est crucial d'accroître la capacité des pays à s'adapter aux impacts du changement climatique », a indiqué M. Hilale lors de cette réunion qui a mis la lumière sur la jeunesse et l'action climatique, en présence des membres du Groupe consultatif du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse. Il a, de même, fait observer que les jeunes ont la capacité de transformer le climat en une opportunité « s'ils disposent du bon espace pour le faire », relevant que ces jeunes sont bien outillés pour créer une nouvelle génération d'emplois verts, aider à mobiliser un financement adéquat pour les jeunes entrepreneurs, changer le paradigme sur le climat et bâtir un agenda positif pour le développement. « Nous devons par conséquent les inclure dans nos dialogues et travailler avec eux main dans la main », a affirmé l'ambassadeur, ajoutant que ces jeunes se sont engagés dans un dialogue « ouvert et transparent », sur la façon d'élever l'ambition et les moyens d'accélérer l'action et de lutter contre le climat d'urgence. Il a également indiqué que la réunion du Groupe d'Amis du Climat avec ces jeunes est à même de donner un nouvel élan aux efforts collectifs de plaidoyer pour l'action climatique et de galvaniser le leadership politique sur la route vers la COP27 prévue à Sharm Sheikh en Égypte. M. Hilale a par ailleurs fait remarquer que la COP26 a été une étape « importante » dans l'action climatique, en appelant la communauté internationale à redoubler d'efforts pour maintenir l'objectif de 1,5 degré à portée de main. Durant cet événement d'envergure, plusieurs pays ont fait preuve d'une forte détermination et d'une ambition climatique renouvelée, à travers leurs Contributions déterminées nationales (CDN), a-t-il dit, notant toutefois qu'à l'approche du 6^e anniversaire de l'Accord de Paris, les CDN de plusieurs pays restent loin de ce qui est nécessaire. De son côté, l'ambassadeur, représentant permanent de France auprès de l'ONU, a indiqué que les jeunes générations sont à l'épreuve à cause d'une crise climatique qui constitue un « code rouge » pour



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

l'humanité. Il a, dans ce cadre, mis l'accent sur la nécessité de capitaliser sur la mobilisation « sans précédent » des jeunes en faveur de l'action climatique, notant que ces jeunes sont à l'avant-garde de la lutte contre le réchauffement climatique à travers la proposition de solutions et alternatives positives. Les jeunes générations constituent la voix de l'avenir, a-t-il dit, en appelant les pays à honorer leurs engagements à travers des actions « concrètes et crédibles ». Prenant la parole à cette réunion depuis Agadir, Manal Bidar, une jeune marocaine engagée dans l'action climatique, s'est dite fière de la transition énergétique opérée par le Maroc, un pays leader en matière d'énergies renouvelables et des solutions respectueuses de l'environnement. Elle a indiqué que la jeunesse marocaine, qui est consciente du caractère urgent de la crise climatique, est engagée dans des actions multiples et diversifiées. Manal a aussi fait part de sa fierté de servir en tant qu'ambassadrice de l'African Youth Climate Hub, une initiative visant à renforcer le leadership des jeunes africains en faveur de l'action climatique, notamment à travers le renforcement des capacités, l'autonomisation et la mobilisation à large échelle. Elle a souligné qu'il est temps de réunir les militants et les parties prenantes puisque la menace de la crise climatique concerne tout le monde et de rendre accessibles les compétences, les connaissances et l'éducation axées sur le climat afin de mobiliser davantage d'individus en faveur de l'environnement. Il est question aussi, selon Manal, de promouvoir et soutenir les efforts menés par les jeunes en augmentant le financement climatique, en multipliant les opportunités et en investissant dans des alternatives durables. Pour sa part, la présidente du Groupe consultatif du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse, la Soudanaise Nisreen Elsaïm, a souligné l'urgence d'agir en vue de lutter contre les répercussions du changement climatique, dans le monde, notamment en Afrique. Elle a jugé « insuffisantes » les actions prises à l'occasion de la COP26 à Glasgow. « Les initiatives annoncées doivent se traduire par des actions sur le terrain », pour épargner à l'humanité un danger « très sérieux » a-t-elle mis en garde. Les représentants de plusieurs Etats membres prenant la parole lors de cette réunion ont mis en avant la contribution des jeunes aux efforts collectifs de lutte contre le changement climatique et ses répercussions de par le monde. Tout en appelant à joindre l'acte à la parole, les intervenants ont plaidé pour une forte mobilisation qui implique toutes les parties prenantes dans cette cause noble en faveur du climat et de l'environnement.

[Pour plus d'informations](#)

Élection du Maroc vice-président de la CIID en charge de l'Afrique

Marrakech – Le 72^{ème} Conseil Exécutif de la Commission Internationale de l'Irrigation et du Drainage (CIID) a élu le Maroc, en la personne de M. Aziz Fertahi, président de l'Association Nationale des Améliorations Foncières, de l'Irrigation, du Drainage et de l'Environnement (ANAFIDE), en tant que vice-président de la CIID en charge de l'Afrique. A travers cette nomination, le Maroc ne cesse d'avancer à grands pas dans la maîtrise de ses ressources hydriques, et ce grâce à la qualité de sa vision prospective à travers laquelle, le Royaume compte notamment ériger 40 nouveaux barrages à l'horizon 2030, et atteindre ainsi une capacité de stockage de 30 milliards de m³ d'eaux pluviales, a indiqué l'ANAFIDE dans un communiqué. En outre, dans le cadre du programme d'économie d'eau en irrigation réalisé par le ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, le Maroc vise à atteindre l'objectif de 1 million ha irrigués en goutte-à-goutte, a ajouté la même source. Lors de sa 72^{ème} édition, tenue à Marrakech, sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, et dont le Maroc est membre permanent depuis 1959, le Conseil Exécutif de la CIID avait également annoncé l'organisation, par l'ANAFIDE, de la conférence internationale de la micro-irrigation à Dakhla en mai 2022, lit-on dans le communiqué. « Il convient de rappeler qu'en raison des décisions des autorités marocaines portant sur la suspension des vols en direction du Royaume suite à la propagation du nouveau variant de la Covid-19 « omicron », le



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

72ème Conseil Exécutif de la CIID, dont la clôture était programmée pour le 30 novembre, n'a pu mener ses activités que jusqu'au dimanche 28 novembre et a poursuivi ses travaux en ligne », explique la même source. La conférence de Marrakech a constitué une occasion pour mettre en lumière l'intérêt de la durabilité dans la gestion de l'eau et l'optimisation des ressources hydrauliques dédiées à l'irrigation et à l'agriculture, valoriser l'expérience marocaine en agriculture irriguée avec le réseau scientifique et technique national et international de la CIID, et développer les échanges de coopération Sud-Sud pour un développement durable en Afrique. Organisé en mode hybride (présentiel et à distance), cet événement a rassemblé des décideurs, des chercheurs, des bailleurs de fonds et des professionnels de plus de 50 pays, dont une trentaine de pays représentés en présentiel (Afrique du Sud, Burkina Faso, Djibouti, Sénégal, Niger, Mali, Tchad, Nigeria, Zambie, Mauritanie, Ghana, Éthiopie, Égypte, Kenya, Tunisie, Arabie Saoudite, Australie, États-Unis, Royaume-Uni, France, Inde, Indonésie, Japon, Corée du Sud, Russie, Lituanie, Portugal...).

[Pour plus d'informations](#)

Energies renouvelables : le Maroc a-t-il pu réussir le pari ?

Le Maroc fait partie des pays arabes ayant réussi à développer leur production en énergies renouvelables, a affirmé le Secrétaire générale de la Fédération des hommes d'affaires arabes et ancien ministre jordanien de l'Énergie Tabit Attaher. Intervenant lors d'une rencontre débat sur le thème de l'énergie, organisée en mode visioconférence par le Forum de la pensée arabe, Tabit Attaher a affirmé que le Maroc, la Jordanie et les Emirats Arabes Unis sont parmi les pays arabes ayant réussi le pari des énergies renouvelables et couvrent à améliorer leur production en la matière. L'utilisation de l'énergie alternative doit être axée, en premier lieu, sur l'énergie électrique et l'augmentation de sa production, a-t-il ajouté, soulignant la prédominance des considérations politiques et sécuritaires sur le secteur de l'énergie, en termes de production, de distribution et de prix. Il a, en outre, insisté sur la nécessité de la coordination entre les pays arabes en vue de développer leur technologie dans le domaine des énergies renouvelables, notamment en ce qui concerne l'énergie solaire. De son côté, Kamal Kaïssi, économiste et membre du Forum, a fait savoir que l'utilisation des ressources hydrocarbures a donné lieu à des activités et des intérêts importants, qui ont influencé la politique, l'économie et les finances des pays producteurs et consommateurs du gaz et du pétrole. L'environnement des zones pétrolières, dont le Moyen-Orient, est caractérisé par l'instabilité en raison des facteurs géostratégiques complexes, des conflits et des fluctuations économiques et politiques, a ajouté Kaïssi, expliquant que cette situation a poussé les USA et l'Europe à se tourner vers d'autres zones pétrolières loin de ces régions. Pour sa part, le Secrétaire général du Forum de la pensée arabe Mohammed Abou Hammour, a relevé que plusieurs variables apparaîtront au niveau de la région en cas de transition vers l'énergie renouvelable, citant le coût de la production, le facteur investissement, qui demeure le principal vecteur de l'économie, ainsi que les changements environnementaux et sanitaires. Plusieurs pays ont enregistré une croissance inédite dans le domaine de l'énergie renouvelable durant la dernière décennie, dont les Emirats Arabes Unis, l'Égypte et la Jordanie, a-t-il soutenu. Les intervenants à cette visioconférence ont débattu des changements majeurs dans le domaine de l'énergie et ses utilisations, ainsi que l'importance de ces mutations et leurs impacts sur l'environnement naturel, l'environnement économique et celui de l'investissement dans le Moyen-Orient. Ils ont insisté sur l'impératif de la transition vers l'énergie renouvelable, à travers l'utilisation des avancées technologiques et scientifiques en la matière, appelant les pays pétroliers à se préparer pour la transition qui affectera les systèmes économiques dans les années à venir, et ce en développant des solutions et des moyens alternatifs et en donnant plus de place à l'Énergie renouvelable.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Hydrogène vert : l'IRESEN, l'OCP et l'UM6P joignent leurs forces pour renforcer l'innovation et la R&D

La mise en place de la plateforme technologique Green H2A, dédiée à la R&D et à l'Innovation dans la filière de l'Hydrogène Vert et ses applications (« Power-To-X ») est sur les bons rails. L'IRESEN (Institut de Recherche en Énergie Solaire et en Énergies Nouvelles), OCP et l'UM6P (Université Mohamed VI Polytechnique) viennent en effet de signer un accord-cadre de coopération dans ce sens.

Cette plateforme sera une première à l'échelle africaine. Green H2A a pour ambition de jouer un rôle majeur dans le déploiement industriel de la filière de l'hydrogène vert et de ses applications au Maroc. « Elle permettra d'investiguer, tester, démontrer, adapter au contexte local, et mettre à l'échelle les technologies innovantes de ce secteur porteur du futur. Aux côtés de la Commission Nationale de l'Hydrogène Vert, et du Cluster Green H2 Maroc, GreenH2A constitue un maillon structurant de l'écosystème de l'Hydrogène Vert dans notre pays, et renforçant sa chaîne de valeur », expliquent les trois signataires de l'accord de coopération. Notons que Green H2A accompagnera le monde académique et socio-économique et contribuera à l'émergence de la filière sur plusieurs plans. La plateforme sera située au cœur du site industriel de Jorf Lasfar du groupe OCP, sur une superficie initiale de 5ha. Elle sera dotée d'autres pilotes et démonstrateurs « outdoor » à venir, et sera munie d'un bâtiment abritant des laboratoires « indoor », ainsi que des bureaux pour les chercheurs. Force est de souligner que l'un des premiers projets de la plateforme Green H2A est un pilote préindustriel de production de 4 tonnes par jour d'ammoniac vert, équipé d'une capacité d'électrolyse de 4MW, dont 2MW PEM et 2MW Alcalin. « La production de l'hydrogène Vert est une valeur ajoutée à la production d'électricité de source renouvelable, en particulier sa transformation en produits à plus forte densité énergétique et à fort potentiel économique, qui répondra à une demande mondiale importante en molécules vertes permettant de se rapprocher d'une neutralité carbone », a assuré Abdelaziz El Mallah, Directeur Exécutif Industriel du groupe OCP. Pour sa part, Badr Ikken, Directeur général de l'IRESEN, fait remarquer que Green H2A sera aussi un allié clé pour les parties prenantes nationales concernées, afin de valoriser l'innovation et de maximiser la localisation de la valeur industrielle dans le royaume. « Ce projet est une grande opportunité pour le Maroc qui a été reconnu en 2018, parmi les 6 pays au plus fort potentiel au niveau mondial. La Production de l'hydrogène vert au Maroc favorisera notre croissance économique, contribuera à la décarbonation de notre industrie et nous permettra de cofinancer notre transition et notre sécurité énergétique », explique, de son côté, Hicham El Habti, Président de l'UM6P.

[Pour plus d'informations](#)

La décarbonation devient une priorité pour les bailleurs de fonds étrangers

Les ambitions du Royaume pour décarboner son économie concordent aujourd'hui avec les orientations des bailleurs de fonds étrangers qui en font une priorité, voire une condition pour octroyer les financements. Le nouveau plan d'action 2021-2025 de la Banque mondiale sur le changement climatique, inaugure un changement de paradigme, qui consiste à passer de l'investissement dans les projets verts à un verdissement des économies dans leur ensemble, a déclaré Riccardo Puliti, vice-président pour l'Infrastructure à la Banque mondiale, intervenant lors d'une table ronde organisée par le Policy Center for the New South sur le thème : « Décarbonation de l'économie marocaine : Défis et opportunités au lendemain de la COP26 ». « Dans le cadre de ce nouveau plan, le groupe Banque mondiale a annoncé l'objectif ambitieux de 35% de son financement en moyenne, au cours des cinq prochaines années, visant à avoir des bénéfiques climatiques », a-t-il précisé. « Au début de 2021, le fonds d'investissement pour le climat, qui est géré par la Banque mondiale, a annoncé la mise en place d'un programme d'investissement pour accélérer la transition pour la sortie du charbon. En juin, le G7 a annoncé un appui de 2 milliards de dollars à ce programme et à d'autres programmes



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

complémentaires du fonds d'investissement pour le climat, visant l'accroissement de la pénétration des énergies renouvelables." L'ambassadeur du Royaume-Uni, Simon Martin, qui a également participé à cette rencontre, a révélé quant à lui que le Maroc et son pays coopèrent "pour aligner la politique d'investissement du Fonds Mohammed VI avec les nouvelles exigences des donateurs et des banques internationales de développement". "Je crois qu'un travail conjoint est nécessaire à tous les niveaux pour s'assurer que le capital et les contributions prévus au Fonds Mohammed VI pour l'investissement sont alignés sur l'Accord de Paris, et contribuent à la mise en œuvre d'infrastructures à faible émission et résilientes", a-t-il indiqué. L'ambition du Maroc de faire des énergies renouvelables le fer de lance de son développement économique nécessite un investissement à grande échelle. Or, l'infrastructure a un coût élevé, tandis que le budget de l'État est limité. Cette forte orientation de la Banque mondiale, mais aussi d'autres bailleurs de fonds étrangers, ouvre donc des possibilités pour le Royaume, tout en lui ajoutant des contraintes. Alors que le Maroc reposait jusque-là dans sa production d'électricité sur le charbon, les nouveaux engagements pris lors de la COP 26 de Glasgow lui imposent une sortie graduelle de cette source d'énergie fossile. La Banque mondiale en fait également une priorité, selon Riccardo Puliti. Sur ce sujet, Mohammed Bouramtane, directeur Pôle Développement à l'ONEE, a déclaré que cette dernière avait abandonné, dans la dernière mise à jour de son plan d'équipement, deux centrales à charbon prévues à Nador et à Jerada, par anticipation du retrait progressif du charbon au Maroc. Cela a été rendu possible grâce à la baisse des coûts des énergies renouvelables à des niveaux très compétitifs "qui permettent de les intégrer au réseau électrique de façon économiquement efficiente". "Ce nouveau plan d'équipement prévoit d'ailleurs de dépasser certainement l'objectif de 52% en énergies renouvelables dans le mix énergétique du Maroc, initialement prévu", précise-t-il

[Pour plus d'informations](#)

Économie de l'arganier : l'État veut moderniser les plantations forestières

L'arganier regorge de potentialités que différents programmes tentent de concrétiser. Le dernier projet en date est celui de la mise en place de plantations modernes et structurées. Le point sur une économie à fort potentiel qui gagnerait à être mieux exploitée. Le programme de réhabilitation de l'arganier avance à grands pas. Depuis son véritable lancement en 2013, pas moins de 165.000 ha ont été réhabilités sur les 200.000 ciblés à l'horizon 2020. D'où une montée en puissance des objectifs à l'échéance 2030. D'ici là, les services en charge de cette espèce forestière, quasi exclusive au Maroc, tablent sur une superficie totale de 400.000 ha, soit près de la moitié des plantations existantes. Mais la nouveauté tient au renforcement des plantations modernes et structurées, au regard de l'énorme potentiel que recèle l'arganier en termes de valorisation, de création de richesses et d'emplois. Déployé sur six ans (2017-2022), ce projet phare atteint actuellement un taux de réalisation de 67%. Il cible la plantation de 10.000 ha avec des espèces adaptées issues de la recherche agronomique, selon une densité économiquement rentable. On quitte ainsi le domaine forestier pour s'inscrire dans l'industrialisation du patrimoine. Car l'objectif final est d'attirer des investisseurs potentiels, notamment dans la valorisation de l'huile d'argan et de ses produits dérivés. En effet, l'essentiel du chiffre d'affaires généré dans ce domaine profite à l'extérieur. En particulier pour ce qui est des produits élaborés, tels les cosmétiques. D'un coût total de 452 MDH, ce projet est cofinancé par le Fonds vert pour le Climat avec un don de 361 MDH. L'État marocain y participe à hauteur de 91 MDH. Le projet couvre trois régions – Marrakech-Safi, Souss-Massa, Guelmim-Oued Noun – et cible 26.500 bénéficiaires (dont 25% sont des femmes), via la plantation de 10.000 ha de vergers d'arganier et 2.000 ha de plantes aromatiques et médicinales. Selon l'Agence de développement agricole (ADA), « depuis le démarrage du projet, une forte dynamique socioprofessionnelle a été créée dans toute sa zone ». Il s'agit de la formalisation de 36 projets couvrant 10.560 ha d'arganier, avec un investissement d'environ 288 millions DH au profit de 5.800 bénéficiaires, est-il détaillé. Il en est de même du



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

lancement de 73 ouvrages de collecte des eaux pluviales. En dehors de ce premier projet de plantations modernes, le Maroc dispose d'une superficie globale de l'ordre de 830.000 ha d'arganier répartis entre trois régions : Marrakech-Safi, Souss-Massa et Guelmim-Oued Noun. Avec un effectif total de plus de 65 millions d'arbres, la densité moyenne de l'arganier est d'environ 80 pieds/ha mais reste très variable : entre 30 pieds/ha au niveau de Guelmim et Sidi Ifni, et 160 pieds/ha dans les zones environnantes d'Essaouira. « La production globale d'argan est encore très mal connue en raison des fortes variabilités interannuelles liées aux conditions climatiques, au niveau de dégradation de chaque périmètre et des densités de plantation », relève l'ADA. D'une manière générale, le rendement en fruit d'argan à l'hectare varie selon l'arbre (âge et grosseur), la densité du peuplement, le milieu (climat et sol) et la pluviométrie de l'année. Le rendement moyen est estimé à environ 500 kg/ha/an. Au total, la production en fruits frais est estimée à près de 360.500 tonnes par an. Ce qui dégage un volume d'huile d'argan de l'ordre de 4.000 à 5.000 tonnes, soit un peu plus de 1,1% (chiffres de 2020). L'export porte sur 1.380 tonnes pour une valeur de 280 millions de DH, toujours selon l'ADA. En moyenne, 82% des fruits collectés par les ayants droit sont déulpés et concassés localement dans des ateliers familiaux ou des coopératives artisanales. Les 18% restants sont vendus en l'état aux intermédiaires, aux coopératives et aux sociétés, qu'ils confient à des ateliers féminins pour le concassage et le déulpage. Sur les 82% de fruits concassés, 30% à 40% sont extraits pour l'autoconsommation, 10% pour la vente directe par les ayants droit et 50% rejoignent la sous-filière industrielle en l'état (vente d'amendons aux collecteurs, aux coopératives et aux sociétés). Seul bémol : une véritable valorisation du produit fait encore défaut. Tout ce qui est produit élaboré, donc à forte valeur ajoutée, relève d'entreprises implantées en dehors du Maroc. De ce fait, l'enjeu actuel tient à la valorisation sur place d'une partie de la production. C'est donc là où devraient s'investir les agrégateurs potentiels. C'est aussi l'un des objectifs visés par le nouveau contrat-programme 2020-2030 signé avec la Fédération interprofessionnelle de la filière de l'arganier. Parmi les objectifs arrêtés pour l'horizon 2030 figure l'augmentation de la production d'huile d'argan à 10.000 tonnes, dont la moitié sera exportée en conditionné. S'ajoute la labellisation IGP (Indication géographique protégée) de 500 tonnes d'huile d'argan. Aujourd'hui, la filière de l'arganier compte plus de 500 groupements fédérant 10.000 femmes. Au-delà, l'arganier est considéré comme étant un élément phare des produits du terroirs auxquels il est accordé un intérêt particulier. En effet, en matière d'exportation, les produits du terroir connaissent une croissance soutenue. En tête, l'huile d'argan et dérivés y représentent 90%. De manière générale, la gamme des produits du terroir recèle des potentialités réelles en matière d'écosystèmes propices, de biodiversité variée et de savoir-faire. Une liste de plus 200 produits du terroir a été identifiée dans le cadre des études régionales. Pour mieux positionner ces produits, une stratégie marketing favorisant l'organisation et l'accès aux marchés a été déployée depuis le lancement du plan Maroc vert. Des conventions de partenariat ont été signées avec les grandes et moyennes surfaces (GMS) pour l'introduction des produits du terroir, leur commercialisation et leur référencement. Des actions ont été mises en œuvre au profit de 45 groupements, 90 coopératives et 3.585 adhérents : la création de 18 sites de vente en ligne au profit de 18 groupements (77 coopératives et 10 filières) ; la signature d'une convention de partenariat avec la Fondation Mohammed V pour la solidarité en vue de commercialiser les produits du terroir au niveau du Marché solidaire Oasis de Casablanca. Cela a permis le référencement de 184 groupements et 264 coopératives au niveau de ce marché ; l'aménagement ou la construction de 193 unités de valorisation, l'équipement de 484 unités et l'amélioration des conditionnements et packagings de plus de 590 groupements ; la mise à niveau de 180 groupements et 600 coopératives, le tout profitant à 20.688 bénéficiaires.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Entrepreneuriat agricole et rural : un écosystème se met en place

Financement, accompagnement, foncier... Les incitations pour l'entrepreneuriat des jeunes dans le domaine agricole ne cessent de se renforcer. En collaboration avec le ministre de l'Agriculture, le groupe Crédit Agricole du Maroc a lancé, le lundi 6 décembre, Dar Al Moustatmir Al Qaraoui, un nouveau concept de guichet unique propre à la banque, spécialisé dans l'accompagnement des jeunes entrepreneurs agricoles. C'est incontestablement une grand-messe de l'entrepreneuriat dans le milieu rural que celle qui a été organisée conjointement par le ministère de l'Agriculture et le Crédit Agricole du Maroc (CAM), le lundi 6 décembre. Au cœur des débats, une question fondamentale : comment dynamiser l'entrepreneuriat agricole et rural ? L'événement se veut un espace de réflexion avec les opérateurs du secteur, afin d'identifier ensemble les actions et mécanismes à activer en faveur de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes en milieu rural. Il va sans dire que l'entrepreneuriat et l'initiative privée sont aujourd'hui, comme les présente le Nouveau modèle de développement, le socle d'un Maroc prospère. L'entrepreneuriat des jeunes est, dans ce sens, vital pour le Maroc. Il l'est davantage dans le monde rural où l'objectif d'émergence d'une classe moyenne est une priorité. « La dynamisation de l'économie rurale et l'encouragement de l'entrepreneuriat agricole et rural sont des axes centraux de la stratégie Génération Green 2020-2030, qui donne la priorité à l'élément humain qui est au cœur de l'équation du développement, en œuvrant à l'émergence d'une nouvelle classe moyenne agricole, à l'amélioration des conditions de vie dans le monde rural et à l'incitation à la création d'emploi », rappelle Mohamed Sadiki, ministre de l'Agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts. « Pour atteindre ces objectifs, plusieurs actions doivent être mises en place par les différentes parties prenantes, qu'il s'agisse d'institutions de l'État, du secteur privé ou d'organisations professionnelles dont les rôles sont complémentaires pour renforcer et dynamiser l'entrepreneuriat », poursuit le ministre, qui met en exergue les difficultés qui entravent actuellement l'entrepreneuriat agricole. Les porteurs de projets dans le milieu agricole font face à de multiples obstacles, notamment la difficulté d'accès au foncier agricole et au financement, la faiblesse des outils d'accompagnement, d'orientation et de conseil avant la création de l'entreprise, et après, la lenteur des procédures administratives. A cela, s'ajoute le manque de compétences en matière de gestion de projets chez les jeunes porteurs de projets. Pour lever ces obstacles et libérer les énergies, la rencontre du lundi a eu pour objectifs de mettre le focus sur les efforts déployés et les programmes développés pour encourager les jeunes à entreprendre dans l'agriculture, qui restent toutefois peu connus. L'un des volets centraux, le financement, a été longuement détaillé. Selon plusieurs intervenants, l'offre de financement Intelaka – Al Moustatmir Al Qaraoui est inédite. Jamais dans le passé, le financement pour les projets agricoles n'a été aussi accessible. Elle permet d'avoir des crédits qui peuvent aller jusqu'à 1,2 million de dirhams, sans garanties personnelles et à un taux d'intérêt record de 1,75%. Le programme Intelaka est une initiative royale lancée en 2020, peu de temps avant la pandémie, et dans laquelle toutes les banques de la place se sont engagées pour financer l'entrepreneuriat des jeunes. Le groupe Crédit Agricole du Maroc, qui a une vocation pour l'agriculture, l'a adapté à son cœur d'expertise en offrant aux porteurs de projets deux packs de financement : le pack CAM-Génération Green Jeunes, destiné aux projets d'agriculture ou de services à l'agriculture, et le pack CAM-Génération Green Melkisation, destiné aux ayants droit des terres collectives à titre individuel (personnes physiques) ou en groupement agricole (personne morale). Depuis le lancement de ce programme en 2020, le groupe Crédit Agricole a été leader en milieu rural en accordant, au 31 octobre 2021, 6.600 crédits pour environ 800 millions de dirhams. Ces projets se distribuent selon les secteurs de la façon suivante : mécanisation (27%), irrigation et pompage solaire (21%), lait et viandes (13%), crédits d'exploitation (10%), projets urbains, (9%), serres et filets anti-grêle (7%), plantation (6%), projets ruraux hors agriculture (4%), véhicules de transport (3%). Les programmes de financement ne manquent pas. « Nous avons eu, au Maroc, plusieurs expériences dans le financement de l'entrepreneuriat (jeunes promoteurs, moukawalati, etc.). Aujourd'hui, nous avons de nombreux



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

programmes de financement avec un important soutien de l'État », explique Tariq Sijilmassi, PDG du CAM. « L'accompagnement de l'État existe, l'argent est disponible, le volonté est là... Qu'est-ce qui manque pour qu'un jeune puisse réussir à créer son entreprise ? Le plus important, c'est donc désormais de travailler main dans la main pour que notre priorité soit la réussite effective de ce jeune qui créera son entreprise dans le monde rural, et pour éviter qu'il se lance aujourd'hui et échoue dans un an ou deux », poursuit Tariq Sijilmassi, qui insiste que les emplois qui seront créés devront être durables. Le ministre de l'Agriculture appelle quant à lui à la complémentarité entre les différentes initiatives pour créer un vrai écosystème entrepreneurial agricole. Sur le volet de l'accompagnement, l'offre sur place s'enrichit. Le ministère de l'Agriculture a rappelé qu'il a fait de l'accompagnement, au cours de ces dernières années, son cheval de bataille en développant des guichets uniques, à savoir les centres régionaux des jeunes entrepreneurs agricoles et agroalimentaires (CRJEA). Le Royaume en compte six jusqu'à présent, et d'autres vont suivre pour couvrir toutes les régions. Ces centres assurent un accompagnement technique aux jeunes entrepreneurs agricoles, en plus de former une sorte de plateforme avec des partenaires tels que l'Indice national pour le développement humain (INDH), les Centres régionaux d'investissement (CRI), les banques, les fédérations interprofessionnelles agricoles, les chambres d'agriculture, ainsi que des leaders régionaux. De cette façon, ces guichets uniques facilitent à l'entrepreneur l'accès aux services des différents intervenants dans cet écosystème économique et administratif agricole. Le directeur des stratégies et des statistiques au ministère de l'Agriculture, Redouane Arrach, explique que ces centres jouent un rôle de back-office, avec la mise en relation et le traitement des différents dossiers. L'entrepreneur rural, lui, n'aura pas à se déplacer trop loin pour rencontrer son interlocuteur, puisque ces services sont accessibles à proximité, au niveau des centres de conseil agricoles, qui jouent un rôle de front office. Dans la continuité de cet effort d'accompagnement, le Crédit Agricole du Maroc a annoncé la mise en place de plusieurs solutions visant à faciliter et à encourager l'entrepreneuriat des jeunes dans le monde rural, dont son nouveau concept de guichet unique qui va se déployer dans toutes les régions du Royaume et offrir des services d'accompagnement aux entrepreneurs agricoles, de l'idée jusqu'à la réalisation. Il l'a appelé Dar Al Moustatmir Al Qaraoui (maison de l'investisseur rural). Il s'agit d'une structure d'accueil, d'orientation et d'encadrement qui va assurer un appui non financier aux entrepreneurs pour réaliser leurs projets de telle sorte que leurs dossiers de demande de financement aient le maximum de chance de réussite. Ainsi, l'accompagnement concernera l'orientation pour la constitution du dossier administratif et juridique, l'accompagnement pour le montage du business plan et du dossier financier, et, enfin, une formation à l'entrepreneuriat. Il sera question d'accompagner autant les projets agricoles que les projets non agricoles. Le Crédit agricole prévoit d'en ouvrir 13 rapidement, pour couvrir l'ensemble du territoire national. Ces centres seront situés dans les provinces suivantes : Ksar El Kebir, El Hajeb, Berkane, Khemisset, Benslimane, Rabat (central), Fkih Bensalah, Kelaa Essraghna, Errachidia, Taroudant, Guelmim, Dakhla et Laâyoune. Une seconde phase concernera 15 autres localités, annonce Hanane Aajli, directrice du pôle accompagnement du développement au Crédit Agricole. Il ne manque donc que de montrer aux jeunes tout le potentiel des régions agricoles. Sur ce registre, « les opportunités ne manquent pas pour les jeunes », assure Mohammed Al Ammouri, président de la Confédération marocaine de l'agriculture et du développement rural (COMADER). Son organisation, qui rassemble plusieurs fédérations interprofessionnelles agricoles, a préparé une liste de 81 métiers de services hautement demandés par le marché agricole. En effet, l'entrepreneuriat agricole ou rural ne concerne pas seulement la production. Il s'agit aujourd'hui de travailler sur toute la chaîne de valeur, notamment la valorisation des produits agricoles et les prestations de services liés à l'agriculture.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Bon démarrage de la campagne agricole en espérant une pluviométrie au rendez-vous

Du baume dans les campagnes. Le peu de pluies récentes a encouragé les agriculteurs à semer. Ces derniers espèrent que la pluviométrie sera au rendez-vous et que les prix des engrais azotés importés seront subventionnés. Le peu de pluies enregistrées ces derniers temps a encouragé les agriculteurs à procéder aux semailles. Selon Rachid Benali, premier vice-président de la Confédération marocaine de l'agriculture et du développement rural (COMADER), « c'est une année qui démarre assez bien dans la majorité des régions céréalières, malgré l'arrivée tardive des pluies ». À ses yeux, la disponibilité du matériel agricole a permis aux agriculteurs d'accélérer les emblavements des céréales vers fin novembre et début décembre, de sorte que le programme des cultures d'automne, arrêté par le gouvernement, sera probablement déployé avant fin décembre, délais requis pour les semis des céréales. À cet effet, les prévisions du ministère de l'Agriculture concernant les grandes cultures annuelles portent sur une superficie globale de 5,5 millions d'hectares, dont 4,6 millions de céréales, près de 510.000 de cultures fourragères et 200.000 ha de légumineuses alimentaires. À la condition que la pluviométrie soit au rendez-vous, est-il nuancé. Une réserve est également affichée pour ce qui est des périmètres irrigués. Dans ces zones, « un programme d'assolement rigoureux d'installation des cultures est établi sur une superficie de 114.000 ha de maraîchage d'automne et plus de 47.000 ha de betterave à sucre. Ce programme est réparti dans les régions selon les réserves hydriques disponibles ». Pour la COMADER, la situation a bien évolué depuis le lancement de la campagne agricole, mais l'élan constaté risque d'être freiné par deux facteurs limitants. Selon notre interlocuteur, « le principal souci des producteurs des céréales tient à la rentabilité de la filière ». Or, ce qui est constaté aujourd'hui, c'est la hausse continue des coûts d'intrants face à la stagnation des prix de vente depuis plus de trente ans. En effet, la fixation d'un prix de référence pour le blé tendre ne permet pas aux agriculteurs de bénéficier des fluctuations des cours à l'international. Cette céréale – la plus consommée au Maroc – a vu ses prix augmenter de 23% en moyenne à fin octobre dernier, selon la Banque mondiale. Et ils restent promis à la hausse compte tenu des récoltes attendues au Canada, aux États-Unis et en Russie. L'autre facteur concerne cette année le prix, jugé exorbitant, de l'engrais azoté, l'ammonitrate 33,5. Cet engrais de couverture, qui est importé, a vu son prix pratiquement doubler d'une campagne à l'autre. Il est ainsi passé de 330 à 700 DH le quintal. « L'apport de ce fertilisant est indispensable pour assurer une moisson convenable. Sauf qu'à ce niveau de prix, 90% des agriculteurs ne pourront pas l'acheter, compte tenu du fait que sur les 1,2 million d'agriculteurs qui produisent des céréales, 80% sont des petites et moyennes exploitations », explique Rachid Benali. Selon les dernières données de la Banque mondiale, le marché des phosphates et engrais azotés reste sur une tendance haussière depuis 2020. Sur les dix premiers mois de 2021, les cours du DAP (phosphate de diammonium) ont flambé de plus de 90%. Cette forte hausse est stimulée par des perspectives d'offre et de demande serrées à court terme, et par des niveaux élevés des prix des matières premières (énergie, maïs, soja, sucre...), impactant à la hausse les marchés des engrais. Pour juguler la contrainte, la COMADER estime qu'il est urgent pour le gouvernement de trouver une solution rapide via l'octroi d'une subvention. « À défaut, le pays risque de perdre des dizaines de millions de quintaux de céréales », alerte le syndicat des exploitants agricoles. Ce dernier a procédé à des calculs de rentabilité : il en ressort qu'en subventionnant 1 million de quintaux d'ammonitrate à 350 DH le quintal (350 millions de DH), il est possible d'assurer au moins 12 millions de quintaux de plus en blé tendre. « De ce fait, le pays gagnerait au moins 3 milliards de DH au titre des importations. Surtout dans ce contexte de renchérissement soutenu des cours mondiaux des céréales », argumente le premier vice-président de la COMADER. Pour rappel, le ministère de l'Agriculture a prévu une série de mesures incitatives ciblant la disponibilité des divers intrants à des prix bonifiés. C'est le cas des semences certifiées et des engrais phosphatés. Ainsi, 1,6 million de quintaux de semences certifiées de céréales seront commercialisées à des prix subventionnés. S'agissant des fertilisants, l'approvisionnement du marché est assuré à hauteur de 490.000 tonnes d'engrais de fonds. Le ministère précise que « la stabilité des prix est



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

uniquement assurée pour les engrais phosphatés de fabrication locale ». Par ailleurs, la poursuite de l'encouragement de l'investissement agricole est toujours à l'ordre du jour du gouvernement. Le montant de subventions prévisionnel pour 2022 est de près de 4,49 milliards de DH pour un investissement global de 9,2 milliards. Pour ce qui est du financement, le groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM) a pris les dispositions financières et réglementaires nécessaires pour répondre aux besoins de financement de la campagne agricole. Une enveloppe de 8 milliards de DH est ainsi dédiée au financement de l'actuelle campagne, contre 4 milliards lors des campagnes précédentes, avec le lancement de nouveaux produits : « Tasbiq FDA » et « Tasbiq Tasdir ».

[Pour plus d'informations](#)

La distinction reçue par Sidi Kaouki va booster l'écotourisme au Maroc

Sidi Kaouki a été désigné parmi les 44 meilleurs villages touristiques du monde lors de la dernière assemblée générale de l'OMT. Selon une directrice du ministère du Tourisme, ce prix ouvrira la voie à d'autres labellisations qui permettront de développer cette niche inexploitée au Maroc. Au terme de la 24 Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), tenue du 30 novembre au 3 décembre à Madrid, ses membres ont consacré le village de Sidi Kaouki et 43 autres appartenant à 32 pays des cinq régions du monde, sur un total de 174 villages proposés par 75 États membres de l'OMT. Ces derniers pouvaient présenter chacun un maximum de trois villages, dans le cadre de l'initiative pilote de l'année 2021. L'occasion de solliciter la directrice de la stratégie et de la coopération du ministère du Tourisme sur les ressorts de cette reconnaissance internationale et ses éventuelles conséquences sur l'écotourisme. Selon Hasnae Zerrouk, la distinction qui lui a été remise à Madrid est le fruit du travail collectif de plusieurs acteurs (délégations du tourisme, conseils régionaux et communaux...). Ils ont œuvré ensemble à la préparation du dossier de candidature du village de Sidi Kaouki, ainsi que ceux de l'Oukaimeden et d'Imsouane qui n'ont pas été primés. « En fait, cette initiative inédite de l'OMT a distingué les villages qui constituent des exemples en termes de destination rurale dans le monde, avec des atouts culturel et naturels reconnus, qui ont su préserver leurs valeurs, leur mode de vie rural et communautaire ancré dans un esprit de développement durable. « Après avoir été contactés, comme les 75 pays membres de l'OMT, pour participer à cette initiative conditionnée à plusieurs critères de sélection (village de moins de 15.000 habitants, durabilité...), nous avons sélectionné les villages de Sidi Kaouki, Imsouane et Oukaimeden en mettant en valeur leurs potentialités (nature, culture, développement durable, infrastructure, connectivité...) pour répondre aux critères exigés. » À la question de savoir en quoi consistent concrètement les spécificités du produit Sidi Kaouki pour les éventuels visiteurs et pour les membres de l'OMT qui l'ont sélectionné, notre interlocutrice répond qu'il s'agit d'un produit balnéaire polyvalent, qui offre plusieurs atouts naturels et culturels destinés à plusieurs clientèles. « Spot mondial de surf, c'est un village qui a su préserver ses valeurs et, touristiquement parlant, il propose de nombreuses animations et occupations comme le yoga, la visite des coopératives d'arganiers... Ce qui fait que cet endroit regorge de potentialités qui peuvent attirer beaucoup de visiteurs nationaux et aussi étrangers. » Si le type d'hébergement ne figurait pas parmi les critères de sélection, ce village a su préserver son authenticité, avec un choix important de maisons d'hôtes et de gîtes qui s'inscrivent dans le tourisme vert et écologique. Pour l'avenir, la directrice insiste sur le potentiel de développement de ses ressources culturelles et naturelles, et surtout sur l'impact international que ne manquera pas de provoquer cette reconnaissance. « En effet, cette distinction constitue une promotion importante pour notre industrie du tourisme, car le village de Sidi Kaouki qui a été primé fera désormais partie du réseau 'Best Tourisme village' ; une consécration qui va lui faire une publicité énorme à l'international », se félicite notre interlocutrice pour qui ce prix a montré la nécessité de développer cette niche qu'est l'écotourisme. Selon la directrice, ce créneau est au cœur de la stratégie de son ministère d'autant plus que, avec la pandémie, les touristes ont changé de comportement et d'habitudes de consommation



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

touristique. « Sachant qu'aujourd'hui, les touristes sont de plus en plus nombreux à préférer des destinations vertes et à se diriger vers le tourisme durable, cette consécration mondiale attirera de nombreux nouveaux clients aussi bien étrangers que nationaux. « En effet, ces derniers ont prouvé durant la pandémie qu'ils étaient également sensibles aux destinations durables, comme Dakhla qui a littéralement explosé en termes d'arrivées », rappelle Mme Zerrouk en précisant que l'écotourisme s'inscrit dans une stratégie de diversification pour répondre à tous les besoins exprimés. « À terme, une labellisation écotouristique qui devra s'étendre à l'ensemble du Maroc » « S'il faut continuer à capitaliser sur les produits déjà existants (tourisme de luxe, clubs...), le tourisme durable a un grand potentiel au Maroc où il doit encore se développer du nord au sud du pays. « Cette première expérience de labellisation 'Best village' va permettre aux acteurs publics et aux opérateurs privés de multiplier les efforts, afin de la généraliser à de nombreux autres villages du Maroc qui regorgent de potentialités magnifiques, mais encore largement sous-exploitées », estime la directrice. Elle indique que le Maroc sera évidemment présent aux prochaines éditions du nouveau label international décerné par l'Organisation mondiale du tourisme. « En effet, si le village d'Imouane n'a pas été retenu dans la sélection finale, celui d'Oukaimeden fera partie d'un programme de mise à niveau qui bénéficiera à tous les villages qui n'ont pas eu une notation suffisante pour être considérés comme 'Best village'. « Au terme de ce programme de soutien de l'OMT et de ses partenaires, censé remédier à leurs insuffisances s'agissant de l'évaluation, ces villages repêchés pourront concourir aux prochaines éditions », conclut Hasnae Zerrouk. La prochaine étape sera donc de concourir pour l'édition 2022 en présentant à nouveau trois villages marocains, qui font du tourisme une source d'opportunités et un moteur du développement durable.

[Pour plus d'informations](#)

Plus de 600 MDH pour une nouvelle station d'épuration des eaux usées à Safi

Les travaux de réalisation d'une station d'épuration des eaux usées ont été lancés, le mercredi 8 décembre à Safi, pour un coût d'investissement de plus de 600 millions de DH. Cette station d'épuration des eaux usées (STEP) permettra le traitement de 8 millions de m³ d'eaux usées par an au démarrage, et 11 millions de m³ à l'horizon 2045. Financé par le groupe OCP en partenariat avec la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Safi (100 MDH), ce projet est de nature à fournir des sources alternatives d'eau, qui seront orientées vers l'utilisation industrielle. Dans une déclaration à la MAP, le représentant de la Direction régionale de l'environnement de Marrakech-Safi, Kamal El Mdari, a indiqué que ce projet permettra de créer 80.000 journées de travail en phase de construction et 50 emplois en phase d'exploitation. Les travaux de réalisation s'étaleront sur deux ans, précise-t-il également. La station d'épuration des eaux usées de Safi est la première au Maroc à utiliser la technologie de traitement des boues par hydrolyse thermique (THP), pour une réutilisation et une valorisation des boues sans aucun risque sanitaire dans l'amélioration des sols, a souligné Kamal El Mdari.

[Pour plus d'informations](#)

AFD : un crédit de 33 millions d'euros pour le busway d'Agadir

L'Agence française de développement et la société de développement local Grand Agadir ont signé la convention de financement de la réalisation de la première ligne de bus à haut niveau de la ville. La convention prévoit la contribution de l'Agence française de développement (AFD) au financement de la réalisation en cours de la première ligne de Bus à haut niveau de service (BHNS), « Amalway Agadir Trambus », à hauteur de 33 millions d'euros. Cette contribution de l'AFD entre dans le cadre d'un crédit remboursable par la partie marocaine, qui fait l'objet d'une garantie souveraine du Trésor de l'État, et dont les échéances y afférentes seront prises en charge par le Fonds d'accompagnement des réformes



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

de transport (FART), explique un communiqué. Le crédit, accordé sur 20 ans, prévoit une période de différé de 5 ans, dont la première échéance sera exigible et payable le 31 mars 2027. Premier axe du Programme de développement urbain de la ville d'Agadir 2020-2024, acté en février 2020, le projet de réalisation de la première ligne du BHNS d'Agadir dispose d'un budget s'élevant à 1,2 milliard de DH. L'intervention de l'AFD à travers cette convention vient donc compléter les contributions des autres partenaires de ce projet, à savoir celle du FART à hauteur de 378 MDH, celle de la région Souss-Massa à hauteur de 160 MDH, et celle de la Commune d'Agadir à hauteur de 302 MDH. Aménagée en site propre, cette première ligne reliera en 45 minutes le port d'Agadir aux quartiers de Tikiouine, sur un trajet de 15,5 km. Elle traversera 35 stations et 6 pôles d'échanges. Sa mise en service est prévue pour 2023. Par ailleurs, l'AFD octroie à la société de développement local (SDL) Agadir Mobilité un financement de 300.000 euros pour accompagner son statut naissant de gestionnaire du réseau des transports collectifs. Ce budget sera dédié à l'assistance technique et aux études structurantes pour l'exploitation de la ligne de BHNS « Amalway Agadir Trambus ».

[Pour plus d'informations](#)

Le label RSE de la CGEM décerné à 28 entreprises

La Confédération générale des entreprises du Maroc a organisé, le jeudi 9 décembre, la cérémonie de remise des trophées du label de Responsabilité sociétale des entreprises à 28 entreprises, en reconnaissance de leur engagement en la matière. Cette distinction de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) a été attribuée pour la première fois au Holding Al Omrane, CAT Assurance & Réassurance, Label'Vie, Société de gestion de la loterie nationale, Somifer, Sorec et Vivo Energy Maroc. Pour le renouvellement, il s'agit de la Bourse de Casablanca, EMS Chronopost Maroc, CTT, CMG, Eramedic, HPS, Les Eaux Minérales d'Oulmès, Maroclear, Phone Academy, Phone Assistance, Phone Outsourcing, Phone Serviplus, Safran EPM, Salam Gaz, Samine, La Société d'Aménagement de Zénata, Tanger Med Port Authority, Taqa Morocco, Techsub et Tragem. S'exprimant à cette occasion, le président de la CGEM, Chakib Ali, a indiqué que cet événement « vient confirmer l'engagement permanent de la confédération en faveur de la promotion de la responsabilité sociétale des entreprises et de sa détermination à en faire un véritable levier de croissance ». Le « label RSE » est octroyé à la suite d'une évaluation des pratiques des entreprises dans les neuf domaines d'action constituant la Charte de responsabilité sociétale de la CGEM : les droits de l'homme ; les relations et conditions de travail ; l'environnement ; la prévention de la corruption ; la saine concurrence ; la gouvernance de l'entreprise ; les intérêts des clients et des consommateurs ; les questions relatives aux fournisseurs et sous-traitants ; l'engagement envers la communauté en conformité avec les objectifs universels RSE.

[Pour plus d'informations](#)

Les masques, nouvelle source de pollution plastique sur les plages au Maroc

Une étude émanant de la Faculté des sciences de l'Université Abdelmalek Essaadi, à Tétouan, relève que cinq plages de la Méditerranée marocaine ont été polluées par des masques anti-Covid. Les densités étaient particulièrement élevées pendant la saison estivale. « Pendant la pandémie de Covid-19, les masques faciaux sont devenus un type courant de déchets envahissant de nombreux environnements différents, y compris les plages touristiques. Cependant, la présence de masques de protection contre le virus du Covid-19 sur les plages menace le milieu marin avec une nouvelle forme de pollution plastique », déplore l'étude, réalisée par des doctorants du département de biologie au sein de la Faculté des sciences de l'Université Abdelmalek Essaadi, à Tétouan. Les auteurs de cette étude ont suivi l'occurrence et la densité de masques faciaux sur cinq plages longeant la Méditerranée marocaine (Fnideq, M'diq, Martil, Azla et Kaa Asrass) pendant cinq mois. Au total, 16 campagnes



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

d'échantillonnage ont été réalisées entre février et juin 2021. Un total de 321 masques a été comptabilisé sur les cinq plages, dont 96% étaient jetables, c'est-à-dire voués à une utilisation unique. Les plages touristiques offrant des services récréatifs étaient les plus polluées. Cela est lié à l'afflux important de baigneurs sur les plages urbaines (Fnideq, M'diq et Martil) par rapport aux plages de villégiature (Azla, Kaa Asraste). C'est sur la plage de Martil que l'on retrouve le plus grand nombre d'articles (105), suivie par la plage de Fnideq (99), M'diq (54), Azla (39) et Kaa Asraste (24). Au cours des cinq mois de l'étude, la densité des masques faciaux variait d'une enquête à l'autre : 23% du nombre total de masques ont été trouvés lors des trois enquêtes menées en février. Un faible nombre de masques faciaux a été enregistré pendant la période d'avril à mai, qui correspond au mois de Ramadan. La densité maximale de masques jetés a été relevée au cours du mois de juin (41 %), ce qui est probablement dû à un nombre plus élevé de visiteurs lors de la période estivale. « Il est à noter que ces plages sont nettoyées par la municipalité tous les jours pendant la saison estivale », précisent les auteurs de l'étude. Les différences notables dans les densités de masques faciaux entre les cinq mois peuvent être attribuées au nombre de personnes visitant les plages étudiées. « Compte tenu du grand nombre de masques introduits sur ces plages, nous émettons l'hypothèse que la pollution microplastique pourrait augmenter drastiquement en Méditerranée marocaine dans les années à venir. Des efforts importants sont nécessaires pour réduire ce type de déchets », concluent les auteurs de l'étude. Ils signalent que la présence de ces masques sur les plages constitue une menace d'enchevêtrement pour les oiseaux marins, entre autres.

[Pour plus d'informations](#)

99^{ème} Assemblée Générale de l'UIC : l'appel de Rabat, une initiative louable pour un transport bas carbone

Le jeudi 09 décembre 2021, l'Union Internationale des Chemins de Fer (UIC) a tenu, sous format hybride, sa 99^{ème} Assemblée Générale, réunissant plus de 180 hauts responsables de réseaux ferrés à travers le monde, et qui coïncide avec le lancement des célébrations du centenaire de cette organisation. A l'ordre du jour, figurent la présentation du bilan des activités menées en 2021 et l'adoption du plan d'action 2022. Durant leurs travaux, les responsables ferroviaires ont insisté, à l'unanimité, sur les enjeux à relever désormais face à un environnement en profondes mutations, qui sont dues à une multiplicité d'exigences et appelées à façonner, voire même, réinventer la mobilité de demain : nouvelle normalité, challenges de transformation numérique et de l'innovation, de la décarbonation et du développement durable. A ce titre, ils ont vivement salué l'initiative de notre pays relative aux 'green talks' engagée, depuis une année avec un collège de partenaires internationaux et régionaux (plus de 5600 participants), ayant abouti à l'APPEL DE RABAT dénommé 'African green deal ferroviaire pour une mobilité durable' au service d'une écomobilité et en adéquation avec les Objectifs de Développement Durable (ODD). Présenté lors de la COP 26 au Pavillon marocain, cet appel qui constitue la voix commune de la communauté ferroviaire et ses partenaires, a été adressé à tous les acteurs concernés pour repositionner le transport propre et vert au cœur des stratégies de développement et faire du ferroviaire l'épine dorsale de la mobilité durable. De sa part, Mohamed Rabie KHLIE, Directeur Général de l'Office National des Chemins de Fer (ONCF), vice-président de cet organisme et président depuis 2010 de l'UIC – Région Afrique, a rappelé la situation du rail au sein du continent, et l'opportunité de repenser, voire transformer l'espace ferroviaire africain pour apporter une solution viable contribuant à atténuer le dérèglement climatique et, par conséquent, faire bénéficier la collectivité africaine d'un moyen de transport de masse, propre, créateur de valeur, plus sobre et moins énergivore.

Par la suite, il a présenté une rétrospective sur les activités 2021 de cette région ainsi que la génération d'initiatives innovantes arrêtées pour 2022 lors de la 18^{ème} Assemblée Régionale. Celle-



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

ci a été tenue la veille de cette Assemblée Générale, et à laquelle ont pris part les responsables de plus d'une vingtaine de réseaux ferrés africains et institutions internationales et continentales. A l'issue de cette intervention, suivie d'un débat riche et fructueux, les membres ont noté les excellentes performances enregistrées et ont incité le Président à persévérer sur la même voie, avec l'ambition d'amorcer un nouveau virage en termes d'activités au service des réseaux membres. L'objectif étant de donner une nouvelle impulsion à la coopération Sud - Sud, et de contribuer à la revitalisation du mode ferroviaire dans le cadre de l'étude 'Africa Rail 2063' relative à la stratégie de son développement et ce, en cohérence avec les aspirations de l'agenda 2063 porté par l'Union Africaine en tant que référence commune au sein du continent.

Enfin, il est à rappeler que la place de l'ONCF dans les instances ferroviaires internationales et régionales est en droite ligne avec la politique tracée par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, en matière de rayonnement de notre pays dans l'échiquier mondial et de renforcement de la coopération Sud-Sud qui constitue l'un des leviers de taille arrêté dans le cadre du Nouveau Modèle de Développement de notre pays.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .